

Il avait rallié les groupes terroristes en 1996

## Un terroriste capturé à Mascara

Page 24

# Les DEBATS

## Votre quotidien national

Son prix est inabordable

# Campagne de boycott de la banane

L'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), a lancé jeudi, une campagne de boycott de la banane en raison de la hausse vertigineuse de son prix sur le marché algérien.

Page 2



Gestion des risques d'inondations

## Quelle approche pour la gouvernance des territoires ?



Par Saâd Taferka

**L**e dossier des risques d'inondations est revenu sur la scène au cours de ces dernières semaines, cela, aussi bien au niveau de la haute administration et du monde académique, que des médias qui ont suivi et rapporté les événements malheureux liés à ce phénomène et enregistrés depuis le milieu de la saison estivale, avec leur lot de morts et de dégâts matériels. En effet, l'Algérie n'était pas encore sortie de la campagne de lutte contre les incendies de forêts - menée avec une rare efficacité, en réduisant la superficie parcourue par le feu à 2 200 ha, sans comparaison aucune avec les 50 000 ha dévorés en 2017 -, qu'elle a commencé à faire face aux inondations générées par les orages d'été et de début d'automne. De Batna à Tiaret, de Tébessa à Illizi, et de Constantine à Naâma, les populations ont vécu des moments de frayeur et d'angoisse, comme elles ont subi des pertes matérielles (chutes de maisons, mort de cheptels, endommagements de routes et ouvrages d'art, perte de véhicules emportés par les crues...) et des pertes parmi leurs proches (morts ou disparus sous les eaux).

Si les changements climatiques auxquels renvoient les spécialistes en climatologie et sciences de l'environnement - faisant le constat de sécheresses répétitives et d'inondations exceptionnelles dans plusieurs endroits de la planète - ont assurément une part de responsabilité dans ce que subit l'Algérie sur le plan des précipitations sous forme d'orage à fort débit, les observations faites par les experts nationaux en urbanisme et en aménagement du territoire, par les responsables de l'administration locale et centrale et par des organisations de la société civile, concluent à des responsabilités plus grandes dans la gestion des territoires, le respect des règles d'urbanisme et la gouvernance du cadre de vie général.

Pages 4 et 5

France

## Des violences éclatent sur les Champs-Élysées

Page 24



Son prix est inabordable

## Campagne de boycott de la banane

L'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (Apoce), a lancé jeudi, une campagne de boycott de la banane en raison de la hausse vertigineuse de son prix sur le marché algérien.



Par Rachid Chihab

Dans un communiqué largement diffusé sur les réseaux sociaux, Apoce a appelé tous les consommateurs algériens quel que soit leur niveau de revenu à ne plus acheter de bananes. Sont argumenté : le prix de ce fruit est insoutenable. «Le prix des bananes a atteint, dans certains endroits, les 800 DA le kg. C'est un seuil jamais atteint par le passé», indique l'association sur sa page Facebook. Elle estime que le boycott est le seul moyen possible pour faire pression sur les importateurs et les pouvoirs publics pour qu'ils agissent ensemble afin de mettre un terme à cette situation «anormale».

«L'objectif de cette campagne est d'ancrer la culture du boycott chez le consommateur algérien. L'appel est aussi destiné à ceux qui ont des revenus importants pour qu'ils adhèrent à la campagne», peut-on lire dans le document de l'association.

«Nous voulons, à travers notre initiative, montrer à ceux qui tiennent le monopole et aux spéculateurs de quoi est capable le consommateur algérien», ajoute la même source.

Faisant le bilan des deux jours de campagne l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement évoque une adhésion massive des consommateurs et un soutien indéfectible de toutes les couches de la société à sa démarche.

Dans son communiqué, Apoce affirme que les femmes enceintes ne sont pas concernées par cet appel au boycott.

Dans une déclaration à la

presse, le président d'Apoce, le Dr. Mustapha Zebdi affirme que rien ne peut justifier les prix de la banane pratiqués actuellement sur le marché. Pour appuyer ses propos, il fait une comparaison entre les prix de ce fruit en Algérie et en France. D'après lui, les prix pratiqués en France donne 170 DA pour le kilo. Pour lui, quel que soit le taux d'imposition ou le taux de change, les prix ne doivent en aucun cas atteindre les 700 DA le kg.

La campagne de boycott a connu un succès remarquable sur les réseaux sociaux où des centaines, voire des milliers d'internautes ont exprimé leur soutien à cette initiative. Dans leurs commentaires, les internautes s'interrogent sur les raisons réelles qui ont conduit à cette hausse jamais enregistrée depuis la libération du commerce extérieur au début

des années 1990.

Pour rappel, les prix des bananes se situaient entre 180 et 220 DA le kg au début de l'année 2016. La décision du gouvernement de réduire le volume des importations prise à la fin de l'année 2016 suite à la chute des prix du pétrole a déclenché une hausse des prix. Depuis cette date, le gouvernement impose des quotas à l'importation, ce qui a créé une pénurie sur le marché et une pression sur la demande.

L'Apoce, soutenue par des experts économiques, avaient recommandé au gouvernement d'abandonner le système de quotas et d'instaurer à sa place un barème fiscale. Une demande que le gouvernement n'a pas pris en compte dans les différentes Lois de finances ordinaires et complémentaires adoptées ces deux dernières années.

R. C.

Organisée par la commission de la Défense nationale

### Journée parlementaire sur le Service national

La commission de la Défense nationale de l'Assemblée populaire nationale (APN) organisera, demain, une journée parlementaire sous le thème «Service national, devoir et honneur», a indiqué, hier, un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Le président de l'APN, Mouad Bouchareb présidera l'ouverture des travaux de cette rencontre, a précisé la même source, relevant que l'ordre du jour de cette journée parlementaire prévoit des interventions animées par le Dr Yahia Ismail sous le titre «service national, une école pour forger les hommes», le Dr Mohamed Khoudja sous le titre «service national, lien entre la nation et son armée» et une dernière intervention animée par le lieutenant-colonel Debiche Tarek intitulée «le professionnalisme et le service national».

Les travaux de cette journée parlementaire, qui verra la projection d'un documentaire autour du thème du service national, seront clôturés par une allocution du président de la commission de la défense nationale de l'APN, Djamel Kikan et par une cérémonie de distinction d'un nombre de participants.

Bilal L.

Il prend part à une conférence sur l'économie bleue

### Le ministre du Tourisme au Kenya

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, participera du 26 au 28 novembre en cours au Kenya, aux travaux de la Conférence mondiale sur l'économie bleue (Sbec) qui sera organisée sous le thème «L'économie bleue et l'agenda 2030 du développement durable», a indiqué hier un communiqué du ministère.

Selon la même source, M. Benmessaoud présentera, lors de cette conférence mondiale qui verra la participation de 6 000 personnes dont des chefs d'Etat et de gouvernements outre des ministres représentant plusieurs secteurs, «l'expérience de l'Algérie le cadre de la mise en oeuvre du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, visant à valoriser les activités en relation avec le domaine maritime, l'économie bleue durable et les opportunités d'investissement dans ce domaine». Outre l'encouragement des débats mondiaux autour du développement durable de l'économie bleue, les travaux de cet événement porteront, également, sur les nouvelles innovations et technologies des océans, des mers et des rivières ainsi que les défis découlant de ces ressources et leurs grandes opportunités en faveur de l'humanité. Les intervenants auront également à examiner les moyens permettant à l'homme de tirer profit des océans, des mers et des lacs.

R. N.

Selon Oxford Business Group

## L'Algérie se rapproche de la sécurité alimentaire

L'Algérie «se rapproche un peu plus de son objectif d'autosuffisance alimentaire» et pourrait, selon des prévisions officielles, mettre un terme à l'importation de produits agricoles d'ici trois ans, a indiqué un rapport d'Oxford Business Group (OBG) consacré à l'agriculture algérienne.

L'Algérie a enregistré une production céréalière record au cours de la campagne agricole 2017/2018, récoltant 6,1 millions de tonnes de céréales entre juillet 2017 et juin 2018, soit une augmentation de 74% par rapport aux 3,5 millions de tonnes récoltées au cours de la saison précédente, a rappelé l'OBG citant l'annonce faite par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi.

Cette forte production a permis à l'Algérie d'atteindre, avant l'heure, l'objectif de produire 5,3 millions de tonnes de céréales par an avant 2022, a indiqué la même source, ajoutant que les récoltes de

légumes ont également été abondantes, note le rapport.

La production nationale de pois chiches a atteint 34 000 tonnes pendant la saison 2017/2018, contre 12 300 tonnes en 2001, tandis que la production annuelle de lentilles est passée de 458 tonnes à 30 000 tonnes au cours de la même période.

En janvier 2018, A. Bouazghi a déclaré que l'Algérie est alors en mesure de répondre à environ 70% de la demande alimentaire nationale. Le ministre a ajouté qu'un maintien de ce niveau permettrait au pays de mettre fin à l'importation de produits agricoles dans les trois ans.

La hausse de la production coïncide également avec une importante augmentation des recettes d'exportations des produits agricoles, souligne OBG qui fait référence à Ali Bey Nasri, le président de l'Association nationale des exportateurs algériens, qui avait déclaré que la valeur des exporta-

tions agricoles avait grimpé de 50% en glissement annuel au cours des premiers mois de 2018. Selon ses prévisions, les recettes d'exportations atteindraient de 75 à 80 millions de dollars à la fin de l'année 2018, contre 57 millions de dollars en 2017.

La hausse de la production intervient à la suite d'investissements publics qui se seraient élevés à 2 500 milliards de dinars (18,2 milliards d'euros) au cours des vingt dernières années, l'agriculture étant considérée par les responsables politiques comme un secteur clé de la stratégie gouvernementale visant à doper la croissance hors hydrocarbures, ajoute OBG.

Le secteur agricole contribuait à quelque 13% du PIB, employant 10,8% de la population active. Dans le cadre du Nouveau modèle de croissance publié mi-2016 par le gouvernement, les autorités visent une croissance annuelle moyenne de 6,5% pour le secteur entre 2020

et 2030. Des mesures incitatives, parmi lesquelles on peut citer des taux d'intérêts faibles, ainsi qu'une vaccination gratuite pour le bétail ont été lancées afin d'atteindre cet objectif, souligne encore OBG.

De plus, l'Etat a accepté d'indemniser les exportateurs de 50% des coûts de fret, de transit et d'autres procédures douanières, afin d'encourager le rôle du secteur dans l'équilibrage de la balance commerciale.

Les bons résultats affichés par la récolte céréalière l'an dernier ont en partie également été attribués aux efforts déployés par le gouvernement pour porter la surface cultivée à 3,4 millions d'hectares, ce qui a contribué à accroître la productivité et à faire passer la production de 1,5 million de tonnes en 2016/2017 à 1,9 million de tonnes.

La possibilité d'accès à l'eau a constitué un autre facteur déterminant de la récente expansion de la production agricole : la surface irriguée s'élève actuellement en

Algérie à environ 1,3 million d'hectares.

«Cinq nouveaux barrages, et les transferts hydrauliques associés, sont entrés en service en 2017 afin de soutenir cette stratégie», a déclaré Arezki Berraki, le directeur-général de l'Agence nationale des barrages et transferts (Anbt), à OBG. Les cinq barrages, chacun situé dans une wilaya (province) différente, disposent d'une capacité de retenue totale de 500 millions de m<sup>3</sup>.

«La gestion des ressources hydriques a constitué une priorité clé pour l'Algérie et le pays est désormais en mesure d'améliorer l'irrigation dans plus de wilayas», a ajouté M. Berraki.

En septembre 2018, l'Algérie comptait 80 grands barrages en service, dont 36 construits depuis l'année 2000. Cinq barrages supplémentaires sont actuellement en cours de construction, avec une livraison prévue pour 2020.

Reda A.

Plusieurs activités partisanes ont eu lieu ce week-end

# Présidentielle et consensus national au menu

Profitant du week-end, plusieurs formations politiques ont tenu des réunions partisanes ou des meetings populaires pour évoquer essentiellement les échéances électorales à venir, mais aussi l'avenir du pays tout court, avec comme leitmotiv «le consensus national».



Par S. A. Mohamed

**C'**est le cas du Front des forces socialistes (FFS), qui a insisté vendredi à Tizi Ouzou sur la nécessité de reconstruire un consensus national pour aller à une Assemblée constituante. S'exprimant lors d'une rencontre avec la population organisée à la bibliothèque communale de Tizi Rached dans le cadre de la célébration du 64<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution le 1<sup>er</sup> Novembre 1954, le premier secrétaire national de ce parti, Mohamed Hadj Djilani, a indiqué qu'il était «temps de conjuguer les efforts pour réaliser ce consensus national, tel que souligné dans la proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954». M. Hadj Djilani a expliqué que ce consensus sera fondé sur la démocratie, la citoyenneté, le développement

et la justice sociale, un consensus a-t-il ajouté qui consacrera notamment «l'Etat de droit, le pluralisme syndical et les libertés individuelles». Abordant la situation économique du pays, ce même responsable politique, a indiqué que le climat économique, marqué par une crise ne permettant pas, en l'absence d'une stratégie économique à moyen et long terme, d'envisager un avenir prospère. De son côté, le coordinateur de l'Instance présidentielle du FFS, Ali Laskri, a souligné l'importance de s'organiser pour réhabiliter le politique. C'est dans ce cadre, a-t-il ajouté, que son parti a demandé à ses parlementaires d'être «plus présent» sur le terrain, à travers tout le territoire national afin d'écouter les citoyens et être à leur côté. Pour sa part, et intervenant lors d'une rencontre avec les cadres du bureau de wilaya du Mouvement El Islah,

organisée à la bibliothèque principale, M. Ghouini président du parti a réitéré «la détermination du Mouvement El Islah à poursuivre l'accomplissement de son devoir national et l'exercice de ses missions politiques constitutionnelles avec sérieux et responsabilité à travers la communication permanente et les débats tout au long de l'année avec les directions locales du parti à travers les wilayas du pays». Evoquant l'élection présidentielle, il a souligné «la nécessité de son organisation l'année prochaine dans les délais fixés», appelant à «l'élargissement de la participation à cette élection et au respect des exigences de l'opération électorale». «L'attachement à ce que la présidentielle se tienne dans les délais fixés émane de notre conviction que c'est là une consolidation du processus de notre jeune démocratie et la confirmation de la

volonté et du souci de la classe politique algérienne de réussir toutes les étapes de l'édification nationale», a soutenu le président d'El Islah. Il a ajouté, que cette position adoptée par le parti vise à «resserrer davantage les rangs pour relever les différents défis et faire face à toutes les conspirations qui se trament contre le pays». Enfin, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a décidé hier, de créer une instance des femmes progressistes avec pour objectif d'«organiser les luttes et impulser les combats en faveur de l'égalité en droits», selon le président du parti, Mohcine Belabbas. Intervenant à l'ouverture du congrès constitutif des femmes progressistes du RCD, M. Belabbas a indiqué que la tenue de cette rencontre constitue un «moment fort» dans la vie du parti, soulignant que la création de cette instance «vient concrétiser une des recommandations du dernier congrès du RCD». «Il s'agit pour cette nouvelle instance d'initier et de participer à l'élaboration des politiques sur les difficultés et les enjeux sociaux et économiques qui concernent la vie des femmes», a-t-il précisé, relevant que «dans cette optique, le volet de la sensibilisation, qui a pour objectif de faire progresser la prise de conscience collective dans le sens de l'égalité et de la justice, doit être encadré, suivi et évalué régulièrement». Pour le président du RCD, «le temps est à la vigilance et à la participation de toutes les Algériennes et de tous les Algériens dans les mobilisations et les luttes pacifiques pour les libertés publiques et syndicales afin de renforcer les segments d'émancipation et de progrès».

S.A.M.

## Relance de l'Union du Maghreb arabe L'UE note «avec intérêt» l'initiative de l'Algérie

L'Union européenne a noté vendredi «avec intérêt» l'initiative algérienne au sujet de la relance de l'Union du Maghreb arabe (UMA).

L'Algérie a saisi officiellement le secrétaire général de l'UMA pour l'organisation «dans les délais les plus rapprochés» d'une réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union, rappelle-t-on. «Nous notons avec intérêt la proposition de l'Algérie d'organiser une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union du Maghreb arabe», a déclaré la porte-parole de l'UE dans une réaction, soulignant qu'en règle générale, «toute initiative constructive susceptible de contribuer à la bonne coopération dans la région du Maghreb est la bienvenue».

Le ministère algérien des Affaires étrangères a expliqué jeudi, dans un communiqué, que l'initiative «s'inscrit en droite ligne de la conviction intime et maintes fois exprimée par l'Algérie de la nécessité de la relance de l'édification de l'ensemble maghrébin et de la réactivation de ses instances», précisant qu'elle intervient «dans le prolongement des conclusions du dernier sommet extraordinaire de l'Union africaine des 17 et 18 novembre 2018, sur les réformes institutionnelles de l'organisation continentale, qui a accordé un intérêt particulier au rôle des communautés économiques régionales dans les processus d'intégration des pays africains».

«La relance des réunions du Conseil des ministres, à l'initiative de l'Algérie, est de nature à introduire un effet catalyseur susceptible de redynamiser les activités des autres organes de l'Union du Maghreb arabe», a-t-il conclu.

S. L.

Solidarité

# Lancement d'une base de données consacrée aux femmes victimes de violences

**L**e ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a lancé récemment une base de données consacrée aux femmes victimes de violences ou en détresse, dans le but de moderniser le mécanisme de collecte des données, d'élaborer des rapports statistiques et des programmes plus ciblés en matière de prise en charge de cette catégorie, a-t-on appris, samedi, auprès du ministère.

L'objectif de ce nouveau mécanisme est de moderniser la collecte des données et d'élaborer des rapports statistiques sur les cas de femmes violentées ou en détresse, en sus d'unifier les efforts et de développer des plans d'action favorisant la mise en place de programmes adéquats et plus ciblés pour une meilleure prise en charge de cette catégorie, indique la même source.

Dans ce cadre, un module a été introduit dans le cursus de formation des étudiants, essentiellement dans les spécialités liées à l'action sociale, au niveau du Centre national de formation des personnels spécialisés (Cnfps), basé sur «les mécanismes d'orientation et d'accompagnement des femmes victimes de violences et de leurs enfants», a ajouté le ministère, précisant que 22 encadreurs ont bénéficié d'une formation sur ces mécanismes.

Dans le cadre des mesures d'accompagnement destinées à cette catégorie, des espaces ont été créés au niveau des directions de l'action sociale et de la solidarité (Dass) à travers les wilayas, encadrés par des équipes pluridisciplinaires composées de psychologues, de juristes, de médecins et d'assistants sociaux, a souligné le

ministère, faisant état de la prise en charge, au niveau de ces espaces, de 1 128 victimes de violence durant le premier semestre 2018. Afin de faciliter l'intégration socioprofessionnelle des femmes violentées et celles se trouvant en situation difficile, le ministère a initié une série de mesures leur permettant de bénéficier de programmes de qualification pour l'acquisition de compétences dans quelques métiers et de bénéficier de crédits dans le cadre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem)

Par ailleurs, et dans l'objectif d'accorder davantage d'efficacité au volet prise en charge, il a été procédé à la création de Centres d'accueil pour jeunes filles et femmes victimes de violences et en situation de détresse et ce, conformément au décret exécutif n°182-04 du 24 juin 2004 portant

création, organisation et fonctionnement de ces centres.

Localisés à Tipasa, Mostaganem et Annaba (en cours de réalisation), ces centres ont pour objectifs d'assurer l'hébergement, la prise en charge médicale, l'accompagnement des cas enregistrés et l'intégration sociale à travers des sessions de formation, des cours d'alphabétisation et les programmes d'emploi mises en place par l'Etat et ce, en fonction de la situation de chaque résidente, a fait savoir la même source, précisant, à cet égard, que 217 cas de femmes violentées ou en situation de détresse avaient été prises en charge au niveau des deux centres (Tipasa et Mostaganem) au cours du premier semestre 2018.

Le secteur de Solidarité nationale dispose également d'autres centres d'accueil provisoire au

profit de cette frange de femmes, notamment les établissements de Diar Errahma et leurs annexes se trouvant dans les wilayas d'Alger (Birkhadem), Constantine, Oran et Skikda.

Dans le cadre des politiques adoptées en faveur de la protection des femmes violentées, une stratégie nationale de lutte contre la violence faite aux femmes a été élaborée en 2017 en coordination avec les différents intervenants concernés par la condition de la femme afin de lutter contre toute forme de discrimination et de violence touchant cette catégorie. En plus des mesures devant assurer à la femme une protection, une prise en charge et une assistance juridique, cette stratégie prévoit aussi l'organisation de campagnes de sensibilisation en vue d'encourager la lutte contre cette violence.

G. N.

Gestion des risques d'inondations

# Quelle approche pour la gouvernance des territoires ?

**Le dossier des risques d'inondations est revenu sur la scène au cours de ces dernières semaines, cela, aussi bien au niveau de la haute administration et du monde académique, que des médias qui ont suivi et rapporté les événements malheureux liés à ce phénomène et enregistrés depuis le milieu de la saison estivale, avec leur lot de morts et de dégâts matériels.**



Par Saâd Taferka

**E**n effet, l'Algérie n'était pas encore sortie de la campagne de lutte contre les incendies de forêts-menée avec une rare efficacité, en réduisant la superficie parcourue par le feu à 2 200 ha, sans comparaison aucune avec les 50 000 ha dévorés en 2017 -, qu'elle a commencé à faire face aux inondations générées par les orages d'été et de début d'automne. De Batna à Tiaret, de Tébessa à Illizi, et de Constantine à Naâma, les populations ont vécu des moments de frayeur et d'angoisse, comme elles ont subi des pertes matérielles (chutes de maisons, mort de cheptels, endommagements de routes et ouvrages d'art, perte de véhicules emportés par les crues...) et des pertes parmi leurs proches (morts ou disparus sous les eaux).

Si les changements climatiques auxquels renvoient les spécialistes en climatologie et sciences de l'environnement - faisant le constat de sécheresses répétitives et d'inondations exceptionnelles dans plusieurs endroits de la planète - ont assurément une part de responsabilité dans ce que subit l'Algérie sur le plan des précipitations sous forme d'orage à fort débit, les observations faites par les experts nationaux en urbanisme et en aménagement du territoire, par les responsables de l'administration locale et centrale et par des organisations de la société civile, concluent à des responsabilités plus grandes dans la gestion des territoires, le respect des règles d'urbanisme et la gouvernance du cadre de vie général. Autrement dit, la prise de conscience de l'action de l'homme - qu'il s'agisse du manque de civisme du citoyen, de la déliquescence des services publics chargés de la voirie, de la propreté et de l'hygiène ou des grandes atteintes à l'environnement (tels les déboisements issus des défrichements ou des feux de forêts) - est, aujourd'hui, telle que l'on ne peut pas se cacher

derrière l'argument des changements climatiques pour expliquer les dégâts occasionnés par les inondations dans nos villes et villages, sur les routes et autoroutes, et dans plusieurs autres infrastructures et équipements publics.

## Une actualité «riche» en tragédies

Après la tragédie de Bab El Oued en 2001 et celle de Ghardaïa en 2008, l'Algérie a pris un certain nombre de mesures tendant à protéger les villes des inondations, du moins les plus exposées d'entre elles, à l'image de Sidi Bel Abbès qui était souvent exposée au «monstre» de la Mekerra, traversant la ville et occupant les rues et les trottoirs dès la chute d'une certaine quantité de pluie. La protection des villes, consistant en des constructions de murs de soutènements, recalibrage des voies de circulation des eaux dans les réseaux d'assainissement et d'autres ouvrages de génie civil, ont consommé plusieurs milliards de dinars. Mais les risques se multiplient un peu partout dans différents parties du territoire national. Cette année, on a assisté à des scènes dramatiques, répercutées sur les réseaux sociaux, faisant que des voitures ont été emportées comme des fétus de paille, des personnes ont été happées par l'écume furieuse des eaux et des routes, avec des ouvrages d'art, gravement endommagés; sans parler des maisons et magasins inondés. Inondés, non pas par des eaux limpides et écumeuses, mais souvent par des eaux boueuses, tenant plutôt de la vase. C'est dire combien les versants de montagne traversés par les lames d'eau sont dénudés après une déforestation qui a touché la plupart des reliefs telliens.

Le mois dernier, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a fait état du parachèvement d'une stratégie nationale destinée à prévenir le phénomène des

inondations sur l'ensemble des zones habitées du pays (villes et bourgades). Il fera savoir que cette stratégie est élaborée en partenariat avec le ministère de l'Intérieur et de l'Union européenne, en faisant intégrer également les autres secteurs concernés et la société civile. Il y a lieu de relever que des experts nationaux et étrangers ont été sollicités dans le cadre de ce partenariat. Il s'agit de mettre en place une stratégie nationale tendant à hisser le secteur des Ressources en eau «au diapason des changements climatiques mondiaux et leurs conséquences», selon Hocine Necib.

## La stratégie du ministère des Ressources en eau

La composition de la stratégie adoptée se décline en plusieurs actions, dont réhabilitation et le réaménagement des cours d'eau (talwegs) à travers le pays, ainsi que la protection de leurs cours contre les constructions anarchiques. De même, il a été conçu un programme d'assainissement des cours d'eau affectés par les gestes inciviques de dépôts d'ordures ménagères, de débris solides ou autres rejets obstruant l'écoulement normal des eaux. «Nous veilleront à tout mettre en œuvre pour accélérer la mise au point des mécanismes d'application de cette stratégie nationale, dans le but de garantir la sécurité des populations contre ce phénomène naturel», a assuré le ministre. Il a rappelé, le 10 octobre dernier, dans un entretien avec la Radio nationale, que l'Etat a déjà investi plus de 200 milliards de dinars dans des infrastructures pour protéger les villes contre le phénomène des inondations. Le ministre relativisera, cependant, l'efficacité de ces réalisations, en soulignant que «ces infrastructures assurent la protection jusqu'à une certaine proportion, car il y a des mesures qu'il faut prendre aussi en parallèle». Il révélera que, dans ce contexte, les pouvoirs publics ont réalisé

600 projets et 120 autres sont actuellement en cours d'achèvement pour protéger les villes. Les infrastructures en question sont, selon lui, «suffisamment efficaces pour contrer le phénomène d'inondations en jouant le rôle pour lequel elles ont été conçues, à savoir la protection des villes». En outre, il expliquera que «dans ce nouveau contexte de dérèglement climatique, caractérisé par des orages violents, ces projets doivent être accompagnés par une série de mesures impliquant d'autres secteurs». Il semble, justement, que la part revenant aux autres secteurs est loin d'être négligeable. Tous les constats faits par les autorités et les spatialistes à chaque événement fâcheux lié aux inondations l'attestent. La fin de l'été et le début de l'automne 2018 ont fait arriver des pluies en trombe. Certaines sous forme d'orage de quelques dizaines de minutes; d'autres sous forme de pluies normales étalées dans le temps, comme en octobre dernier. Auparavant, lorsque les réseaux de circulation, les constructions (habitat ou construction de services), les espaces verts, les talus des routes, étaient régis par un certain équilibre naturel ou de rationalité de leur réalisation, les pluies hivernales - de débit modéré et régulier, et bien réparties dans le temps - posaient rarement des problèmes d'inondation. C'étaient plutôt les orages de fin août/début septembre, connus sur l'ensemble des pays méditerranéens, qui étaient plus ou moins appréhendés; car leur débit est fort : plusieurs dizaines de millimètres en moins d'une heure. Au cours des 20 dernières années, outre un début de changements climatiques dont on peinera à quantifier la dimension, des bouleversements environnementaux et de gestion de l'espace ont conjugués leurs forces pour transformer un bienfait, la pluie, en malédiction. Dans les flux et écumes de ce qui forme les inondations, se mêlent les eaux de pluie, les eaux issues de réseaux d'AEP endommagés, des eaux usées, des ordures ménagères, des gravats et de la boue. Une étrange «mixture» qui cause des dégâts, aussi bien sur les infrastructures publiques, les maisons et les champs agricoles, que sur les êtres humains. Les conséquences des inondations d'une saison n'ont pas encore eu le temps de s'estomper que d'autres catastrophes surprennent les populations dans différents points du territoire national, lesquels, en toute évidence, sont mal préparés à des phénomènes pourtant bien connus dans le cycle climatique de la région méditerranéenne. Mieux encore, la culture populaire appelle les pluies de fin d'été et de début de printemps «nettoyuses des aires de bavage» (sallahat enouadar), par lesquelles sont déclarées closes les moissons-battages.

## Les effets inéluctables du déboisement

Une grande partie des villes algériennes sont, en effet, mal préparées à subir les changements induits par l'équinoxe d'automne. Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire s'est toujours fait un point d'honneur d'alerter chaque année, par des instructions écrites en pleine canicule de juillet, les autorités locales et les élus, sur les travaux de nettoyage auxquels il faut procéder afin que les orages passent sans grands dégâts : dégagement des fossés et caniveaux, nettoyage autour des édifices publics (écoles, hôpitaux...), enlèvement des ordures et déchets qui pourraient empêcher la circulation des eaux...etc. Mais, on sait ce qu'est devenu le cadre de vie algérien avec un maillage en règle, de l'ensemble du territoire, par des décharges sauvages contenant de la matière organique, des métaux, du verre, du bois, du plastique (bouteilles et sachets), du papier, parfois des médicaments et des produits pharmaceutiques...etc.

Pétrole

# Le prix du panier de l'Opep établi à 62 dollars le baril

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 62,08 dollars le baril jeudi, contre 62,33 dollars mercredi, a indiqué l'Organisation pétrolière sur son site Web.



Introduit en 2005, le panier de référence des pétroles bruts de l'Opep comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Qatar Marine (Qatar), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela).

Les cours du pétrole ont chuté de plus belle vendredi dans un marché menacé par la surproduction, à deux semaines d'une réunion de l'Opep.

La référence européenne du

brut, le Brent, est passée brutalement sous la barre symbolique des 60 dollars et a fini à 58,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 3,80 dollars.

La référence américaine du pétrole, a, pour sa part, terminé à 50,42 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), soit une baisse de 4,21 dollars et 7,7% en dessous pour sa part, de la précédente clôture.

Les cours de ces deux références de l'or noir n'ont plus coté aussi bas depuis octobre 2017 et ont perdu environ le tiers de leur valeur sur les sept dernières semaines.

«Toute la semaine a été très difficile pour les cours du pétrole du fait d'inquiétudes quant à une surabondance de l'offre et de craintes pour la croissance mondiale», ont fait observer des analystes.

Les investisseurs s'inquiètent d'une surabondance de l'offre de pétrole sur le marché quelques semaines après la mise en place de nouvelles sanctions américaines contre l'Iran, marquées de plusieurs exemptions pour le commerce d'or noir, qui ont surpris les analystes par leur ampleur.

Les yeux se tournent toutefois déjà vers la prochaine réunion de l'Opep qui aura lieu

dans deux semaines à Vienne.

Les ministres de l'Opep échangeront aussi avec leurs partenaires non membres de l'Organisation, dont la Russie fait partie, à propos de leurs niveaux de production, tant scrutés par les marchés. «Le ministre de l'Energie saoudien, Khaled al-Faleh, a assuré jeudi que son pays n'a pas l'intention d'inonder le marché de pétrole», ont rapporté les analystes de Commerzbank. Le 12 novembre, M. al-Faleh avait d'ailleurs déclaré qu'il faudrait réduire la production mondiale de pétrole d'un million de barils par jour afin d'équilibrer le marché.

Reda A.

A partir de mercredi prochain à Alger

## Journées euromaghrébines de la communication publicitaire

Les 12<sup>èmes</sup> Journées euromaghrébines de la communication publicitaire se tiendront à partir de mercredi prochain à Alger et porteront sur la thématique du «Pouvoir économique des marques», ont annoncé hier, les organisateurs dans un communiqué.

Les participants à cet événement s'étalant sur deux jours et qui verra la participation du ministère de l'Industrie et des Mines, d'organismes nationaux et d'experts nationaux et internationaux débattront de «l'entrée dans un monde hyper-concurrentiel des marques et des produits, marquant ainsi la fin des marchés captifs», précise la même source.

«Cette thématique d'approche pose la dynamique du lien entre l'entreprise, la marque et le produit. C'est autour de cette jonction que porteront les débats», détaillent les organisateurs qui expliquent que les participants saisiront cette opportunité pour «réagir sur le concept marketing qui, en s'imposant, devient le référent primordial qui assure la notoriété de l'entreprise, et la possibilité, pour celle-ci, de s'étendre en allant à la conquête de nouveaux marchés tout en élargissant sa gamme de produits sous la marque en question».

Les thèmes retenus pour ces journées porteront sur «la collaboration commerciale des marques avec des «Influenceurs», «les bonnes pratiques internationales», «l'état des lieux du marché de la publicité en Algérie», «les Algériens à l'heure du numérique», «les enjeux de la communication vus par les médias spécialisés dans le développement des marques d'aujourd'hui», «le marketing d'influence» et «les influenceurs».

Une communication de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (Inapi) traitera, quant à elle, de «la responsabilité de la marque», ajoute le communiqué.

Reda A.

●●●

Jamais l'espace algérien, aussi bien urbain, que rural, n'a subi une chute aux enfers aussi fatale. A cela, s'est ajouté un déboisement quasi-général sur les bords des routes, sur les berges des cours d'eau et sur les falaises de certaines grandes voies de desserte (à l'image de la RN 1 au niveau de la Chiffa entre El Hamdania et Médéa), phénomène dû en grande partie aux incendies de forêts. La dénudation des sols par la disparition de la végétation ligneuse, ayant assuré la fixation du sol par sa rhizosphère, est la première raison du transport des matériaux solides par les eaux qui déboulent d'un bassin versant. Les flux reçus par un grand nombre de villes algé-

riennes au cours des mois passés étaient, dans leur majorité, des boues ou de la vase. La preuve, au lendemain de la catastrophe, les autorités locales mobilisent des engins de travaux publics (pelles, rétro-chargeurs...) pour dégager les voies obstruées par la boue asséchée, prenant l'aspect d'amas et monticules solides. En même temps, sont dégagés aussi les tas de débris solides et des gravats ramenés par les canalisations complètement obstrués.

### La gestion de l'espace en question

Sur un autre plan, l'écoulement normal des eaux venant des bassins versants, se trouve complètement bouleversé par les construc-

tions illicites (des quartiers entiers) qui ont perturbé le régime des eaux. Les constructions s'alignent sans discontinuité, s'élevant sous forme de «digue» face aux lames d'eau. Des centaines d'exemples sont visibles dans le tissu urbain du pays. Il n'est pas alors surprenant que l'eau, ne trouvant pas de passages naturels - supposés bien étudiés dans le cadre des plans urbanistiques -, s'arrête sur les constructions rencontrées et s'élève en hauteur jusqu'à envahir appartements et magasins. Bien entendu, le remède à apporter à une telle situation ne se situe pas au niveau du ministère des Ressources en eau, mais chez les autorités chargées de la gestion des plans d'urbanisme (APC, services techniques et subdivisions de

centaines de directions de wilaya, outre les services de la justice). Le professeur Abdelkrim Chelghoum, spécialiste reconnu des risques majeurs, qui a recensé 38 wilayas exposées aux risques d'inondation, recommande aux pouvoirs publics d'installer, à la tête de chaque commune, un fonctionnaire chargée spécialement de la gestion des risques majeurs (diagnostic, suivi, anticipation). De même, la cartographie des zones inondables devra être un outil indispensable à mettre entre les mains des aménageurs et des urbanistes afin de lutter contre le phénomène des constructions sur ces zones. Il se trouve que, parfois - comble d'ironie -, même les services de l'Etat ont érigé leurs structures sur des zones inondables. Le reste, c'est-

à-dire les ordures et les déchets de toute nature - organiques ou inertes et solides -, constituant aujourd'hui un vrai casse-tête et générant des risques élevés, principalement en matière d'inondations, les collectivités locales, l'administration chargée de l'environnement, les services de sécurité et le monde associatif sont interpellés, en tant qu'acteurs majeurs de cette problématique. En aval, les pouvoirs publics sont aussi interpellés pour favoriser le recyclage des déchets et le développement de l'économie verte, deux axes devant concourir à la réduction de la présence anarchique de rejets domestiques ou industriels dans les villes, les villages ou en pleine nature.

S. T.

France

# La précarité énergétique touche près de 7 millions de personnes

Près de sept millions de ménages en France sont considérés comme étant en situation de précarité énergétique, a indiqué vendredi l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) et ce, malgré la mise en place en 2018 d'un «chèque énergie» adressé à 3,6 millions de ménages.



Un ménage est considéré comme étant en situation de précarité énergétique dès lors qu'il consacre plus de 8% de ses revenus à ses dépenses en énergie dans son logement ou qu'il déclare une sensation de froid lié à un équipement de chauffage défaillant ou une mauvaise isolation.

L'an dernier, le seuil de précarité énergétique était fixé à 10% des revenus, ce qui empêche la comparaison entre le rapport de 2016 et celui publié vendredi. Selon l'ancien calcul, près de 6 millions étaient touchés par la pré-

carité énergétique.

Le nouveau rapport précise toutefois que le phénomène a très légèrement diminué depuis 2013. «Si l'on corrige l'impact conjoncturel de la météo, ce faible recul du phénomène demeure, mais est encore plus modéré, principalement en raison de la baisse des consommations d'énergie dans les logements», précise l'Onpe.

Selon un sondage du médiateur national de l'énergie, 30% de l'ensemble des Français ont restreint le chauffage chez eux pour ne pas avoir de factures trop élevées et 15% d'entre eux ont déclaré avoir souffert du froid dans leur

logement au cours du dernier hiver.

La loi sur la transition énergétique votée en 2015 a instauré un dispositif de «chèque énergie» pour aider les ménages aux faibles revenus à payer leurs factures ou à réaliser des travaux de rénovation énergétique.

En 2018, pour sa première année d'existence, ce chèque a bénéficié à 3,6 millions de ménages, pour un montant allant de 48 à 227 euros. Le gouvernement a, par ailleurs, annoncé que le chèque allait être étendu à 5,8 millions de ménages en 2019 et augmenté de 50 euros.

L'Observatoire a calculé qu'il faudrait réduire la facture énergétique des ménages de 710 euros en moyenne par an pour qu'ils sortent de leur situation de précarité.

Un grand plan d'investissement doit permettre d'investir 1,2 milliard d'euros afin de financer la rénovation de 75 000 logements par an, soit 375 000 avant 2022.

Outre le «chèque énergie», le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) finance également la lutte contre la précarité énergétique, par une contribution des fournisseurs d'énergie.

R. F.

Vote de la commission des AE du Parlement européen

## Pas une reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental

La Commission des affaires étrangères du Parlement européen (PE) a affirmé que son vote, lors de la réunion tenue mercredi dernier, de «la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'accord, sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne (UE) et le Royaume du Maroc, concernant la modification des protocoles n° 1 et n° 4 de l'accord euro-méditerranéen d'association entre l'UE et le Maroc ne signifie point la reconnaissance d'une quelconque souveraineté du Maroc sur le territoire du Sahara Occidental», a indiqué le membre du Secrétariat national du Front Polisario, ministre délégué auprès de l'UE, Mohammed Sidati.

«Le Sahara occidental est un territoire autonome justiciable des résolutions des Nations Unies en matière de décolonisation», a précisé M. Sidati, cité par l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Commentant cette décision, le responsable sahraoui a indiqué que «malgré le forçage de la Commission européenne et de certains Etats membres comme la France et l'Espagne, la commission Afet du PE n'a pas manqué de souligner que cela ne signifiait aucunement la reconnaissance d'une quelconque souveraineté du Royaume du Maroc sur le territoire du Sahara occidental», rappelant que «celui-ci est un territoire autonome justiciable des résolutions de l'ONU en matière de décolonisation lesquelles impliquent le droit inaliénable et imprescriptible du peuple sahraoui à l'autodétermination».

Elle a insisté sur le fait que «la position de l'UE consiste toujours à assurer son plein soutien aux efforts des Nations unies pour aboutir à une solution juste et définitive qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, conformément au droit international, à la charte des Nations unies et à ses résolu-

tions pertinentes», a-t-il dit.

La commission Afet a exprimé «son plein soutien» à l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental, M. Horst Köhler, dans sa volonté d'amener les parties à négocier «sans préconditions et de bonne foi», a-t-il poursuivi.

Elle a estimé nécessaire pour l'accord UE-Maroc d'assurer des garanties quant à son respect du droit international, y compris les droits de l'homme ainsi qu'à son respect des décisions pertinentes de la cour de justice de l'Union européenne (Cjue).

Bien que le texte adopté déclare l'extension de l'accord commercial UE-Maroc au territoire du Sahara occidental, extension illégale aux yeux de la Cjue, sans le consentement du peuple du Sahara occidental, par la voix de son représentant légitime, le Front Polisario, les décisions de la Cjue demeurent incontournables, a-t-il estimé.

Mexique

## Cinq personnes tuées par des hommes armés

Cinq personnes ont été abattues par des hommes armés dans un marché proche des quartiers historiques et touristiques de Puebla, dans le centre du Mexique, ont indiqué jeudi les autorités.

Evoquant des conflits entre gangs pour le contrôle de territoires, les autorités locales ont précisé que trois des victimes ont été exécutées par des hommes armés qui ont ouvert le feu contre un groupe de commerçants dans un marché populaire, le Mercado Union, connu pour la vente d'objets d'occasion, souvent présumés volés, et le petit trafic de drogue.

Les deux autres victimes ont été retrouvées mortes un peu plus tard quelques rues plus loin, l'une enveloppée dans des sacs plastique, l'autre dans une couverture.

Selon le procureur de l'Etat de Puebla, Gilberto Higuera, ces exécutions seraient liées à des conflits pour le contrôle de territoires entre groupes criminels qui opèrent dans le secteur, soulignant que quatre personnes, dont un mineur, ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur cette affaire.

Bien que Puebla connaisse régulièrement des exécutions entre membres des grands cartels de la drogue et des groupes locaux, il est rare qu'elles aient lieu dans des quartiers historiques et touristiques très fréquentés.

Un jeune d'origine italienne avait disparu récemment sur ce marché avant de trouver son cadavre, quelques jours plus tard, à quelques kilomètres de là.

En 2017, le Mexique a connu un nombre record de 28 000 meurtres, un chiffre qui pourrait encore augmenter cette année. Ces crimes sont en majeure partie liés aux guerres que se livrent les gangs de narcotrafiquants.

R. I.

Turquie

## Un bus transportant des travailleurs syriens se renverse

Un bus transportant des travailleurs syriens s'est renversé, vendredi, dans le district Akseki de la province d'Antalya, dans le sud-ouest de la Turquie, selon un bilan préliminaire rapporté hier par l'agence de presse Anadolu.

«Une personne est morte et 26 autres passagers ont été blessés», selon la source, qui a précisé que les blessés ont été évacués vers les hôpitaux les plus proches. Le véhicule provenait de la province de Sanliurfa. La cause de l'accident n'a, pour l'instant, pas été communiquée.

H. O.

Lutte contre le braconnage

# Près de 30 000 animaux récupérés en trois ans

**Près de 30 000 animaux de différentes espèces ont été récupérés par la direction générale des forêts (DGF) entre 2015 et 2018 dans le cadre de la lutte contre le braconnage, a indiqué, jeudi à Alger, le directeur de la protection de la faune et de la flore auprès de la DGF, Abdelkader Belkhira.**



Intervenant à l'occasion de la Journée d'étude sur les activités des centres cynégétiques et des réserves de chasses, M. Belkhira a cité l'exemple des chardonnerets dont 24 218 ont été récupérés depuis 2015.

Concernant la lutte contre l'extinction des espèces menacées, la stratégie nationale de conservation de la faune sauvage en Algérie a été concrétisée par des entités territoriales d'intervention à travers quatre réserves de chasse, huit parcs nationaux, trois centres cynégétiques et 48 Conservations de forêts.

Les principales espèces visées par cette stratégie sont le cerf de Berbérie, le mouflon à manchette et la gazelle de cuvier.

Le cerf de Berbérie est une espèce herbivore endémique d'Afrique du nord.

Mais du fait de la pression exercée par l'homme à travers l'urbanisation et le braconnage, le pays ne compte actuellement que 27 cerfs de Berbérie élevés en captivité au niveau du centre cynégétique de Zéralda tandis que plus d'une centaine vivent dans leur habitat naturel entre les wilayas d'El Taraf, Guelma et Souk Ahras, selon le même responsable. A terme, la DGF projette le transfert d'un noyau (nombre minimal d'individus) de cette

espèce de cerfs vers la réserve de chasse de Tlemcen et la forêt domaniale de M'sila (wilaya d'Oran).

Concernant le mouflon à manchettes, également herbivore, l'animal a pour habitat les zones rocheuses et arides des montagnes des deux Atlas.

L'Algérie compte 102 individus de cette espèce élevés au niveau de la réserve de Tlemcen et 29 autres au niveau de la réserve de chasse de Djelfa.

La DGF compte opérer un lâcher d'un noyau de ces mouflons au niveau de la réserve de chasse de Tlemcen, ainsi qu'un transfert d'un noyau vers la réserve de chasse de Djelfa et un lâcher en milieu naturel à Djebel Aissa (wilaya de Naama).

Quant à la gazelle de cuvier, il s'agit d'une espèce endémique d'Afrique du Nord éteinte dans plusieurs régions d'Algérie.

Cet animal vit en groupe de trois à huit individus et se nourrit de jeunes pousses d'alfa, de feuillages et de buissons.

Le pays compte 45 individus élevés en captivité, alors qu'un noyau sera introduit au niveau de la réserve de chasse et du parc national de Tlemcen et au niveau de la réserve de chasse de Mascara.

En outre, la DGF travaille en collaboration avec des orga-

nismes internationaux pour la protection de la faune sauvage.

Par exemple, la gazelle de cuvier fait l'objet d'un projet transfrontalier dans le cadre d'un programme international de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) englobant l'Algérie, le Maroc et la Tunisie et ce, sur la période 2017-2026.

Autre espèce menacée, le singe de Magot, dont la majorité des effectifs se situe au niveau de la région du Djurdjura.

Cette espèce fera l'objet d'un plan d'action 2018-2027 en cours d'élaboration.

Un troisième projet transfrontalier comprend deux espèces : le guépard du Sahara, moins volumineux que le guépard de la savane, et le lycaon, un canidé semblable à l'hyène.

Ce projet implique plusieurs organismes internationaux dont l'IUCN.

Autre type de coopération internationale menée par la DGF est le programme de réintroduction de l'outarde Houbara en coopération avec les Emirats arabes unis.

Dans ce cadre, 5 000 outardes ont été introduites dans la wilaya d'El Bayadh.

A noter que l'Algérie compte 23 espèces menacées d'extinction. Il s'agit essentiellement de

sept espèces d'oiseaux menacés d'extinction et de 125 espèces d'oiseaux protégées sur un ensemble de 378 espèces d'oiseaux présentes à travers le pays.

La DGF dénombre également 108 espèces de mammifères dont 53 sont protégées et 13 sont menacées. Sur 90 espèces de reptiles 46 sont protégées et trois sont menacées. Sur 13 espèces d'amphibiens, six sont protégées.

Pour M. Belkhira, la réduction des effectifs animaliers est provoquée par les incendies de forêts, le défrichement, les aléas climatiques et le braconnage.

Pour rappel, par le biais de ses structures décentralisées, la DGF a initié un programme de réhabilitation des espèces animales menacées de disparition en application de la loi de 2006 relative à la protection et la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition. En outre, les centres cynégétiques visent à la production des espèces en vue d'enrichir le patrimoine cynégétique nationale, l'organisation de recherches sur le plan alimentaire et sanitaire, notamment la participation à l'organisation de lâchers et le suivi des du processus d'acclimatation et de reproduction du gibier introduit.

Bilal L.

Chlef

## Nouveau plan d'action pour la prise en charge des femmes enceintes

■ Un nouveau plan d'action pour la prise en charge des femmes enceintes et la promotion des prestations médicales offertes aux malades a été mis au point par la direction de la santé de la wilaya de Chlef, a-t-on appris jeudi auprès de son responsable, Messaoud Guelfene.

«Une somme de mesures ont été prises au titre d'un nouveau plan d'action visant l'amélioration de la prise en charge des femmes enceintes et la promotion des prestations médicales offertes aux malades, sur la base des instructions données par le wali durant la semaine écoulée, lors d'une visite d'inspection à l'hôpital de Chorfa», a indiqué à l'APS, M. Guelfene.

Il a cité parmi ces mesures prises, entre autres, au profit de l'hôpital de Chorfa spécialisé en maternité et enfance, l'organisation des examens médicaux des sages-femmes au niveau du rez-de-chaussée (en 24h/24), parallèlement au relèvement du nombre des sages femmes dans chaque permanence à cinq éléments. A cela s'ajoutent deux permanences pour chaque spécialiste en anesthésie et réanimation, aux fins de garantir cette prestation tout au long du mois, a fait savoir le même responsable.

Aussi, une décision a été prise en vue de réserver, deux jours, au niveau des établissements hospitaliers de santé de proximité de Sobha et Chettia à l'accueil des femmes enceintes, au moment où deux médecins en obstétrique et accouchement seront affectés de façon permanente aux hôpitaux de Ténès et Sobha.

Selon le responsable, ces mesures ont été dictées par la grande pression enregistrée au niveau de l'hôpital de Chorfa, qui accueille une moyenne de 30 accouchements/jour, en sus de la réalisation de 10 à 15 interventions.

Il a fait, en outre, part de la réception attendue, durant les prochains mois, d'un service pour la prise en charge intégrée de la grossesse et de l'accouchement au niveau de la polyclinique de la cité Arroudj, destiné à atténuer la pression sur l'hôpital de Chorfa.

R. S.

Centre intermédiaire de désintoxication de Skikda

## Prise en charge de 176 cas

Le centre intermédiaire de soins en addictologie de Skikda a traité 176 cas d'addiction divers depuis début 2018, a indiqué jeudi la directrice du centre, Meriem Fadhel.

Durant le seul 3<sup>ème</sup> trimestre, 113 cas ont été pris en charge contre 202 cas durant toute l'année 2017, a précisé la même responsable dans une déclaration à l'APS en marge du lancement, depuis la maison de la culture Mohamed-Serradj, d'une campagne de lutte contre la toxicoma-

nie initiée par la direction de wilaya de la santé.

L'âge des patients oscille entre 15 et 53 ans, a souligné Mme Fadhel qui a indiqué que le centre traite la toxicomanie et l'alcoolisme, mais aussi les diverses formes d'addiction à l'égard du tabac, de la télévision, de l'internet et des jeux vidéo.

Elle a détaillé que 53% de personnes traitées souffrent de poly-dépendance envers le cannabis, le tabac, les drogues et l'alcool, 38% ont entre 16 et 25

ans et 42 % entre 26 et 36 ans.

Le centre compte quatre psychologues, deux médecins généralistes et un neurologue, a indiqué sa directrice, estimant que cet effectif reste «insuffisant» au regard du nombre de personnes prises en charge et «ne favorise pas des prestations de qualité pour les personnes addictives qui nécessitent souvent un intérêt personnalisé».

«Le toxicomane peut éliminer de son corps les substances

toxiques, mais le rapport de dépendance psychologique sera plus difficile à rompre» a-t-elle indiqué, tout en soulignant que «la volonté des patients à guérir d'une addiction représente 50% de la réussite de la cure notamment avec un soutien social».

Responsable de la campagne de sensibilisation et de lutte contre la toxicomanie, Hanane Kaouche, médecin à la direction de la santé, a indiqué que cette campagne se poursuivra jusqu'à la fin du premier trimestre 2019 et

cible particulièrement les catégories juvéniles dont beaucoup ignorent qu'un centre de désintoxication existe au centre-ville de Skikda. La campagne touchera la majorité des établissements scolaires de la wilaya et est organisée avec le concours des directions de la jeunesse et des sports (DJS), de l'éducation et des affaires religieuses, de la Sûreté de wilaya, de la gendarmerie et l'Amicale algérienne pour la lutte contre les fléaux sociaux.

L. M.

Aquaculture à Boumerdes

# Une production prévisionnelle de 15.000 tonnes de poissons



**Une production de 15.000 tonnes de poissons /an est attendue à Boumerdes dans le cadre de la mise en exploitation de quelque 32 projets d'investissement en aquaculture, adoptés au titre de la stratégie nationale de développement de l'aquaculture, s'étalant de 2014 à 2020, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya.**

L'entrée en exploitation de ces projets, visant le développement de l'aquaculture en tant qu'alternative à la régression persistante de la production halieutique, est attendue pour le «début de l'année prochaine», a indiqué à l'APS Kadri Cherif. Ces projets s'ajouteront à six autres dans la filière aquacole, entrés en exploitation ces dernières années, a-t-il précisé.

M.Kadri a signalé l'implantation de ces projets dans une vingtaine de sites, mis à la disposition des investisseurs, au niveau des trois barrages de la wilaya (Keddara Bouzegza, Beni Amrane et El Hamiz), des embouchures des cours d'eau, des grands bassins hydriques, des retenues collinaires (naturelles et artificielles) et du littoral de la région, qui peuvent accueillir, à l'occasion, des cages flottantes ou des opérations d'ensemencement en alevins.

D'autres projets d'investissement similaires sont également prévus au niveau de la zone d'activités spécialisée dans les métiers de la pêche et de l'aquaculture de Zemmouri El Bahri, dès parachèvement de son aménagement et équipement, a-t-il fait savoir.

Parmi ces projets ayant bénéficié du droit de concession depuis 2010, le même responsable a cité les fermes d'élevage de daurade (400 tonnes/an) et de moules (120 tonnes/an) dans des cages flottantes respectivement dans la région de Sghirate, sur le littoral de la ville de Boumerdes, et à Cap Djinet.

La ferme d'élevage aquacole en eau de mer de cap Djinet, entrée progressivement en production, demeure, néanmoins, le plus important projet en la matière à Boumerdes. Selon les objectifs qui lui sont fixés, ce projet devrait produire, une fois achevé, près de 1.500 tonnes/an de daurades et de moules.

Les autres projets d'élevage en cages flottantes «partiellement exploités» sont localisés sur le littoral de Zemmouri El Bahri et le lieu-dit «les Salines» du littoral de Dellys, où des fermes aquacoles sont en réalisation, en vue d'assurer une production moyenne de 200 tonnes de moules/an.

L'autre enjeu futur de la valorisation de la filière aquacole consiste dans son intégration dans la fertilisation des superficies agricoles par l'ensemencement en alevins des plans d'eau destinés à l'irrigation agricole, a souligné M. Kadri. A ce jour, il a été procédé, à cet effet, au lâchage de près de 100.000 alevins dans des bassins d'irrigation agricole, a-t-il signalé.

R. B.

## Oum El Bouaghi Lancement prochain de travaux d'une station d'épuration

■ Le projet de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) dans la commune d'Ain Fakroun (Oum El Bouaghi) «sera lancé l'année prochaine», a-t-on appris jeudi auprès de la Direction des ressources en eau (DRE).

Ce projet, inscrit au titre du précédent programme quinquennal (2010-2014), sera concrétisé à la sortie Ouest de la commune d'Ain Fakroun, a précisé à l'APS le chef du service de l'assainissement au sein de cette direction, Hocine Chebili, notant que ce projet, gelé dans un premier temps, a été relancé en 2017.

Le cahier des charges relatif à ce projet a été établi en attendant le «parachèvement du reste des procédures administratives», selon la même source.

Cette station, dont la réalisation a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière estimée à 2,5 milliards DA, sera érigée sur une surface de 10 hectares, a souligné la même source.

Ce projet, a-t-il ajouté, permettra la protection de l'environnement de la pollution, notamment les eaux du barrage de Beni Haroun (Mila) qui alimentent cette région, via le barrage d'Ouarkis, implanté dans la localité d'Ain Fakroun, la préservation de la santé publique en plus de son utilisation dans les secteurs agricole et industriel.

L'entrée en service de cette nouvelle STEP contribuera à l'épuration des eaux de plusieurs régions limitrophes de la commune d'Ain Fakroun, ont signalé les responsables du secteur.

Bilal L.

## Laghout Octroi de bus scolaires

■ Vingt-deux (22) bus scolaires ont été répartis jeudi entre 16 communes de la wilaya de Laghouat.

L'Opération est la troisième du genre, au titre d'un programme arrêté par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, après les deux premières ayant totalisé 22 bus du type et répartis sur 22 communes, selon les services de la wilaya.

Ces opérations permettent à la wilaya de disposer d'un parc de transport scolaire constitué de plus de 200 bus, en plus des 27 loués auprès du privé, ayant permis ainsi de couvrir l'ensemble des 24 communes que compte la wilaya, y compris les zones reculées.

Le wali de Laghouat, Ahmed Meguellati, a indiqué, à cette occasion, que les besoins en bus soulevés par la wilaya aux instances centrales ont été satisfaits et permettent d'assurer le transport scolaire dans des conditions adéquates, notamment dans les régions enclavées.

T. L.

## Des foyers seront raccordés au réseau de gaz

■ Au moins 400 foyers du village «loueryachene» de la commune de Naciria (Est de Boumerdes) seront raccordés au réseau public de distribution de gaz naturel, durant le mois de décembre prochain, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur de l'énergie de la wilaya. Selon les chiffres fournis par Moussa Bibi, le taux de raccordement au réseau public de gaz naturel, estimé depuis septembre dernier à 75 % à Boumerdes, (contre 69% précédemment), sera porté à plus de 80 %, à la fin 2018.

Le responsable a signalé des actions en cours, en collaboration avec tous les secteurs concernés, «en vue d'atteindre cet objectif».

Il a fait part, à ce titre, de la réalisation en cours de 14 projets au niveau d'une dizaine de communes, en vue du raccordement de 12.370 foyers au réseau de gaz naturel. A cela s'ajoute «la mise en service prochaine» d'un

projet de raccordement de pas moins de 1.320 foyers dans la commune de Timezrit.

La mise en exploitation «programmée pour bientôt» de ces projets, inscrits au titre du quinquennal 2010/2014, est de nature à porter le taux de couverture en gaz à Boumerdes, à près de 75%, a-t-il ajouté.

Ce taux de couverture devrait atteindre les 80 %, avec la réception programmée, à la fin de l'année en cours, de cinq (5) autres projets, inscrits au titre du même plan de développement, portant sur le raccordement de 1.357 foyers au niveau des communes de Taouergua, Afir, Amale, Ben Choud et Zemmouri, parallèlement au lancement dernièrement d'un projet pour le raccordement de 7000 autres foyers.

Pour soutenir cette hausse progressive du taux de couverture en gaz, le directeur de l'énergie de la wilaya a, également, fait cas de

démarches en vue de porter ce taux à 90% à la fin 2019, grâce à la levée de gel relative à deux projets d'importance. Le premier porte sur 10 opérations visant le raccordement de 1.500 foyers au réseau de gaz, tandis que le second projet porte sur le raccordement de 22.900 foyers. Durant ces dernières années, le taux de raccordement au gaz a enregistré «une importante hausse», à Boumerdes, a observé M. Bibi. Estimé à un taux de pas plus de 17 % en 1999, il est monté à 50% en 2015, avant d'atteindre les 60 % en 2016, puis 75% actuellement, dans l'attente d'être porté à 80 % à fin 2018.

En 2014, le nombre de foyers raccordés au gaz naturel, à Boumerdes, était de 70.000 avant d'être porté à 111.000 à la fin 2015. Sachant que ce chiffre devrait doubler à la fin 2018, selon les prévisions de la même source.

K. M.



Syrie

# L'ONU rappelle l'importance des échéances politiques

L'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, Staffan De Mistura, a rappelé samedi à Rome l'urgence de lancer le changement politique en Syrie avant la fin de l'année, comme convenu à la fin octobre à Istanbul.



« **L**e prix à payer à ne pas essayer vite, et je souligne vite, de démarrer un processus politique pourrait bien être une longue période de malheurs », a déclaré M. De Mistura, qui doit quitter ses fonctions fin novembre.

Il a appelé les pays engagés à une solution en Syrie à faire pression sur le «gouvernement» syrien, et non régime, a-t-il insis-

té, pour qu'il comprenne que le statu quo n'est pas dans son intérêt.

Le gouvernement syrien a annoncé fin octobre son rejet d'un Comité constitutionnel, considéré comme la première pierre à un règlement politique du conflit.

Mais s'il est relativement facile de gagner des territoires, «gagner la paix peut s'avérer un très gros problème» en raison,

notamment de l'ampleur des destructions et des attentes de millions de réfugiés, a souligné M. De Mistura devant la conférence MED2018, qui réunit à Rome des responsables européens et du Moyen-Orient.

Voilà pourquoi, a-t-il insisté, l'échéance peut ne pas être le 20 décembre pour un accord sur ce Comité constitutionnel, mais «j'espère le 31 décembre afin de montrer qu'il y a une lumière au

bout du tunnel».

Ce comité constitutionnel est «un point d'entrée qui peut vraiment changer la donne, a-t-il insisté, car tout le monde, y compris le président syrien, Bachar Al-Assad, y a intérêt».

Réunis en sommet fin octobre à Istanbul, les dirigeants de Turquie, Russie, France et Allemagne ont appelé à une «solution politique» au conflit qui ravage la Syrie depuis 2011, passant par un accord avant la fin de l'année sur un Comité constitutionnel censé élaborer une nouvelle loi fondamentale avant la tenue d'élections.

Jeudi, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a toutefois jeté un froid à Rome, devant cette même conférence, en rejetant toute «échéance artificielle» dans les discussions sur la Syrie.

«Ceux qui insistent auprès de Staffan pour qu'il impose un délai, ne veulent qu'une seule chose, ruiner le processus d'Astana et revenir à une logique de changement de régime», a assuré M. Lavrov.

Parrainé par la Russie et l'Iran, alliés du régime syrien, ainsi que la Turquie, soutien des rebelles, le processus d'Astana réunit depuis janvier 2017, sans implication de Washington, des représentants de Damas et une délégation de l'opposition.

Il a éclipsé les négociations parrainées par l'ONU, incapable de trouver une solution à la guerre qui a fait plus de 350 000 morts depuis mars 2011.

M. De Mistura a toutefois souligné que seule l'ONU pouvait garantir la durée et la légitimité d'un accord global en Syrie.

AFP

AFP

## Afghanistan Un soldat américain tué

Un soldat américain a été tué hier en Afghanistan, a indiqué la mission de l'Otan, le second en novembre et le neuvième en 2018.

La mission Resolute support (RS) n'a pas donné plus de détails sur les circonstances du décès, mais il fait suite à une série d'attaques «de l'intérieur», c'est-à-dire commises par un membre des forces de sécurité afghanes qui retourne son arme contre les troupes internationales avec lesquelles il combat.

Plusieurs soldats de l'Otan ont par le passé été tués dans ce type d'attaques.

Plus de 2 400 soldats américains ont été tués en Afghanistan depuis l'intervention des forces armées américaines en 2001 pour renverser le régime taliban alors du pouvoir.

Le nombre de victimes américaines a chuté de façon spectaculaire depuis fin 2014, lorsque les forces afghanes ont pris le relais des troupes de combat de l'Otan dirigées par les Etats-Unis.

Depuis début 2015, 58 soldats américains ont été tués, a déclaré le président afghan Ashraf Ghani ce mois-ci. Au cours de la même période, près de 30 000 policiers et soldats afghans ont perdu la vie, a ajouté M. Ghani, un chiffre beaucoup plus élevé que tout ce qui avait été recon- nu précédemment.

Les talibans ont intensifié en 2018 leurs attaques contre les forces de sécurité afghanes, alors même que les Etats-Unis redoublent d'efforts pour les engager dans des pourparlers de paix.

R. I.

## Deux figures de la révolte et antijihadistes abattus à Idleb

Deux figures du soulèvement contre le régime syrien en 2011, également critiques des groupes jihadistes, ont été tués vendredi dans la province d'Idleb, l'ultime grand bastion insurgé du pays, ont rapporté une ONG et une radio dans laquelle ils travaillaient.

«Les deux militants Raed Fares et Hammoud al-Jneid ont été tués par balle par des inconnus à bord d'un van dans la ville de Kafranbel», dans le nord-ouest de la Syrie, a indiqué sur sa page Facebook «Radio Fresh», fondée en 2013 par M. Fares.

MM. Fares et Jneid, qui travaillaient pour Radio Fresh, ont été pris pour cible au moment de la prière

musulmane hebdomadaire, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Ils «étaient célèbres pour leurs positions critiques des violations menées par les insurgés, plus particulièrement les jihadistes», a indiqué à l'AFP, le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane.

«Tous les deux ont été interpellés à plusieurs reprises par Hayat Tahrir al-Cham», nouveau nom du Front al-Nosra, l'ex-branche syrienne d'Al Qaïda qui domine Idleb, a-t-il rappelé.

AFP

Yémen

# L'émissaire de l'ONU pour une trêve durable à Hodeida et un rôle majeur au port

L'émissaire de l'ONU, Martin Griffiths, a appelé vendredi les belligérants au Yémen à maintenir la trêve et protéger les civils à Hodeida, en évoquant de futures discussions en vue d'un rôle majeur de l'ONU dans ce port vital.

M. Griffiths s'exprimait depuis la ville de Hodeida, principal front de la guerre, où il effectue sa première visite depuis sa nomination à son poste en février.

Selon une source de l'ONU, l'objectif de la visite dans cette ville de l'ouest du pays est «de voir de près la situation et d'envoyer un message à tous les protagonistes sur l'importance de la trêve en vue de la relance des négociations politiques» pour mettre fin à la guerre au Yémen.

L'émissaire de l'ONU cherche à organiser des consultations de paix en Suède entre pouvoir et rebelles, pour lesquelles il n'a pas

encore fixé de date. Les Etats-Unis ont indiqué qu'elles auraient lieu début décembre.

La cité de Hodeida, dont le port est vital pour l'acheminement de la quasi-totalité des importations et des aides à ce pays au bord de la famine, illustre à elle seule la complexité d'une guerre qui a fait quelque 10 000 morts depuis près de quatre ans et provoqué la pire crise humanitaire au monde. Selon l'ONU, 14 millions de personnes vivent en situation de pré famine.

«Je suis là pour vous dire aujourd'hui que nous avons convenu que l'ONU doit mener d'urgence des négociations détaillées en vue d'un rôle majeur de l'ONU au port et au-delà», a dit l'émissaire de l'ONU en lisant un communiqué devant les journalistes.

«L'attention du monde est sur Hodeida. Des dirigeants de chaque pays ont appelé à présen-

ter la paix» dans la ville, a poursuivi l'émissaire qui s'est rendu au port.

Plus tôt, un porte-parole de l'ONU a indiqué que M. Griffiths avait souligné être «prêt à travailler avec les parties» en vue «d'un rôle de supervision de l'ONU pour gérer le port, qui protégerait cette installation d'une destruction potentielle et préserverait cette voie humanitaire principale».

M. Griffiths est arrivé mercredi à Sanaa où il a discuté jeudi avec le dirigeant rebelle Abdel Malik al-Houthi en vue de progresser vers une solution politique au conflit opposant les insurgés pro-iraniens aux forces progouvernementales aidées militairement par une coalition militaire sous commandement saoudien.

Après une intensification de l'offensive pour reprendre Hodeida, les loyalistes ont mar-

qué le 13 novembre une pause dans les opérations militaires pour favoriser les efforts de paix.

La ville a connu cette semaine deux nuits d'affrontements. Mais les habitants craignent une reprise des combats.

Selon une source au sein des loyalistes, les rebelles Houthis ont reçu des renforts dans le centre-ville, ce qui a poussé des dizaines de familles à fuir. Dans le quartier du 7 juillet, ils ont installé des francs-tireurs sur les toits après la progression des forces progouvernementales, ont précisé des habitants.

Mais la coalition a répété son engagement envers les efforts de l'ONU.

Vendredi, le ministre d'Etat émirati aux Affaires étrangères, Anwar Gargash, dont le pays est un pilier de cette coalition, a tweeté que «la meilleure façon d'aller de l'avant vers un proces-

sus politique durable est de soutenir les discussions de Suède et les efforts de Martin Griffiths, sans préjuger de ces négociations».

Le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi a d'ores et déjà annoncé sa participation aux consultations de paix. Et un important chef rebelle avait exhorté ses partisans à cesser les opérations militaires pour montrer leurs «bonnes intentions».

Les derniers pourparlers, organisés sous l'égide de l'ONU à Genève en septembre, avaient échoué, les rebelles n'ayant pas fait le déplacement, disant craindre pour leur sécurité.

La situation à Hodeida focalise l'attention de la communauté internationale qui mesure avec inquiétude les risques d'une famine généralisée dans le pays avec la poursuite des hostilités. **AFP**

Art africain

# Macron va rendre 26 œuvres au Bénin

**Emmanuel Macron a décidé de restituer "sans tarder" 26 œuvres réclamées par le Bénin et entend réunir les partenaires européens et africains pour construire "une politique d'échanges", a annoncé vendredi l'Elysée, après la remise d'un rapport sur la restitution par la France d'œuvres d'art africain.**



**C**e rapport de deux universitaires, Bénédicte Savoy du Collège de France, et Felwine Sarr, de l'Université de Saint-Louis au Sénégal, était très attendu et a suscité des avis partagés. Il suggère notamment un changement radical de la loi française sur le patrimoine pour redonner à l'Afrique une partie de son patrimoine.

L'Elysée n'évoque pas dans son communiqué cet aspect législatif du rapport. Le président Macron fait deux annonces principales: la première est la restitution "sans tarder" au Bénin de 26 œuvres qu'il réclamait. Il s'agit principalement des statues royales d'Abomey, actuellement propriété du musée du Quai Branly. Des prises de guerre du général français Dodds dans le palais de Béhanzin en 1892.

Ce geste, à forte valeur symbolique, fait droit à la revendication

d'un pays qui a énergiquement défendu le dossier des restitutions, et qui se préoccupe de mener une véritable politique muséale et culturelle.

La deuxième annonce d'Emmanuel Macron vise à impliquer dans ce vaste enjeu les autres ex-puissances coloniales européennes, en proposant de "réunir à Paris au premier trimestre 2019 l'ensemble des partenaires africains et européens" pour définir le cadre d'une "politique d'échanges" d'œuvres d'art.

## "Circonstances comparables"

"La nécessité d'un travail approfondi avec les autres Etats européens qui conservent des collections de même nature acquises dans des circonstances comparables" est soulignée par l'Elysée.

Ce sont principalement la

Belgique, le Royaume Uni et l'Allemagne. Entre 85 à 90% du patrimoine africain serait hors du continent, principalement dans les musées européens, selon les experts.

Pour l'Elysée, la restitution des œuvres béninoises ne doit pas constituer un cas isolé ni purement symbolique. Le chef de l'Etat "souhaite que toutes les formes possibles de circulation soient considérées: restitutions, mais aussi expositions, échanges, prêts, dépôts, coopérations".

Le ministre français de la Culture Franck Riester -- présent vendredi aux côtés d'Emmanuel Macron -- et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, sont chargés de "franchir les prochaines étapes".

Le rapport suggère un échéancier précis en trois phases et dresse un premier inventaire

incomplet des dizaines de milliers d'objets que les colons ont rapporté d'Afrique. Il propose aussi un changement du Code du patrimoine pour permettre des restitutions, quand des Etats africains en font la demande. Il insiste cependant sur plusieurs conditions comme une information précise sur la provenance des œuvres.

En novembre 2017 à l'Université de Ouagadougou, Emmanuel Macron avait reconnu que l'Afrique avait droit à son patrimoine. Une démarche accueillie comme un acte de justice, mais aussi comme une boîte de Pandore, avec de multiples chausse-trappes potentiels.

Il faut que "la jeunesse africaine ait accès en Afrique à son propre patrimoine", a redit vendredi l'Elysée, qui a rappelé le souhait émis par le président que "d'ici cinq ans les conditions

soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives".

## Rapport "inapplicable"?

Le périmètre des restitutions pourrait englober les biens pillés, volés, butins de guerre, mais aussi ceux, très nombreux, acquis à des prix dérisoires.

Au moins 90.000 objets d'art d'Afrique sub-sahariennes sont dans les collections publiques françaises. Plus des deux tiers des objets d'art --70.000-- se trouvent au Quai Branly, dont 46.000 "acquises" durant la période 1885-1960. Plus de vingt mille autres se trouvent dispersés dans de nombreux musées.

En Afrique, outre le coût et les infrastructures de conservation manquantes, pourraient se poser des contestations territoriales, quand des ½uvres appartenaient à des royaumes disparus.

Selon l'avocat spécialisé Yves-Bernard Debie, opposé aux restitutions, "ce rapport est inopérant", car "aucun marchand d'art africain ancien n'a été consulté".

Selon Me Alexandre Giquello, de la maison de ventes Binoche et Giquello, spécialisée dans les collections d'art primitif, il est "inapplicable" et "90% des biens africains ont été achetés, offerts, échangés, troqués". "Que les objets viennent et qu'ils repartent, ça ne nous pose pas problème mais nous voulons avoir accès à ces objets", avait estimé pour sa part la directrice du musée des civilisations de Côte d'Ivoire, Sylvie Memel Kassi. "Ce n'est pas un mal en soi qu'ils soient en France. Ils y ont été conservés et répertoriés. L'important est de travailler ensemble".

AFP

Elections en RDC, J-30

# Division consommée au sein de l'opposition

**L**es opposants congolais ont consommé leur division, vendredi, à 30 jours des élections en République démocratique du Congo, avec l'alliance de deux poids lourds, Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe, qui avaient fait voler en éclat un précédent accord à sept opposants.

C'est de Nairobi que l'ex-président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, a annoncé qu'il retirait sa candidature en faveur de Félix Tshisekedi dans la course à la succession du président Joseph Kabila.

Ils ont confirmé leur ticket en cas de victoire à l'élection présidentielle à un tour prévue le 23 décembre: à M. Tshisekedi, 55 ans, la présidence de la RDC, à Vital Kamerhe, 59 ans, le poste de Premier ministre.

Leur plate-forme électorale "Cap pour le changement" prévoit une alternance au bout de cinq ans (Kamerhe président, Tshisekedi chef du gouvernement). En attendant, M.

Kamerhe devient le directeur de campagne de M. Tshisekedi, fils de l'ex-leader de l'opposition Etienne Tshisekedi, décédé à Bruxelles le 1er février 2017. "Fatshi" - son surnom - a été traité de "traître" par les supporters de l'autre candidat de l'opposition, Martin Fayulu, à un mois des élections prévues le 23 décembre. Le 12 novembre, MM. Tshisekedi et Kamerhe ont dénoncé l'accord passé la veille avec cinq autres opposants pour désigner à la surprise générale l'outsider Fayulu "candidat unique de l'opposition". Ils avaient invoqué la pression des "bases" de leurs partis respectifs (UDPS et UNC) sur place en RDC pour se retirer de cet accord signé à Genève.

Vendredi matin, M. Fayulu espérait encore que M. Tshisekedi allait "reconsidérer sa position" et "revenir au bercail", dans un entretien avec trois médias dont l'AFP.

Originaire de Bukavu (Sud-Kivu, Est), Vital Kamerhe a appelé les électeurs, "ceux de l'Est en particulier" à soutenir Félix Tshisekedi.

Député de Mbuji Mayi, son fief familial dans le Kasai (Ouest), M. Tshisekedi s'est engagé à ramener la paix "principalement à l'Est du pays".

Dans l'autre camp de l'opposition divisée, M. Fayulu, originaire de Bandudu (Centre-Ouest) est soutenu par Moïse Katumbi, l'ex-gouverneur du Katanga (Est). Il compte également parmi ses soutiens l'ex-chef de guerre et ex-vice-président Jean-Pierre Bemba, dont la famille a pour fief l'Equateur (Nord-Ouest).

M. Kabila et les "Katangais" au pouvoir ont eux désigné comme candidat l'ex-ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary, originaire de la petite province du Maniema (Est).

"Ne cédon pas au tribalisme, au régionalisme, au favoritisme, à toute forme de clientélisme", a prévenu la très influente Eglise catholique en République démocratique du Congo, dans une déclaration vendredi à Kinshasa.

"La Conférence épiscopale nationale des évêques du Congo (Cenco) ne soutient aucun candidat", ont prévenu les évêques.

Les évêques, qui plaident pour un "vote responsable", ont tout de même esquissé le profil du bon candidat: "il nous faut (...) des personnes honnêtes et de bonne moralité qui ne s'approprient pas les richesses du pays (...). Attention aux corrompus et aux corrupteurs". Les évêques estiment qu'il est encore possible de "trouver un consensus sur l'utilisation ou non de la machine à voter".

AFP

Développement durable

# "Seule alternative" pour les villes africaines

**C**onfrontées à une forte croissance de leur population, les villes africaines doivent faire le choix du développement durable, a déclaré à l'AFP Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de l'association panafricaine de collectivités locales CGLU, qui organise à Marrakech le sommet Africités. Ce 8e forum

panafricain réunit du 20 au 24 novembre quelque 8.100 participants, dont des élus de tous les pays d'Afrique, ministres et représentants du monde économique.

Déjà surpeuplées aujourd'hui avec près de 500 millions d'habitants, les villes africaines en hébergeront un milliard en 2040. Un Africain sur deux sera alors un

urbain. Un phénomène d'une ampleur historique, qui engage une bonne part de l'avenir du continent et va nécessiter une gestion urbaine préservant l'environnement dans des villes où se multiplient bidonvilles, décharges sauvages et embouteillages gigantesques. "Le développement durable est la seule alternative

possible pour les villes africaines pour ne pas répéter les erreurs des villes européennes et des pays émergents", souligne l'urbaniste camerounais Jean-Pierre Elong Mbassi. Plusieurs villes du continent --Lagos, Le Caire, Kinshasa-- comptent déjà plus de 10 millions d'habitants. Samedi, une feuille de route sur trois ans sera présenté

afin d'arriver à cet objectif. "Le défi démographique est le principal défi en Afrique parce que nous sommes dans la courbe ascendante de la transition démographique. C'est seulement à partir de 2060 qu'on va commencer à avoir une baisse de la population", explique encore Jean-Pierre Elong Mbassi.

AFP

# Les médecins cubains partis du Brésil reçus avec les honneurs à La Havane

**Quelque 200 médecins cubains, partis du Brésil après l'arrêt de leur programme de coopération, ont été accueillis avec les honneurs vendredi à La Havane.**

**E**n blouses blanches et portant des drapeaux cubains et brésiliens, ils ont été accueillis à leur descente d'avion tôt dans la matinée par le président Miguel Diaz-Canel et d'autres dirigeants du pays, a rapporté le quotidien Juventud Rebelde.

«Vendredi matin, les apôtres de la santé cubaine, qui sont #PlusQueDesMédecins, ont commencé à rentrer dans leur Patrie. Notre hommage aux hommes et aux femmes qui ont fait l'histoire du Brésil. Bienvenue à la maison», a écrit sur Twitter le président cubain.

«Nous sommes aujourd'hui de retour, comme d'autres confrères le seront, avec tout l'honneur et la dignité du monde. Nous ne permettrons jamais les menaces, ni la mise en cause de l'humanisme et du professionnalisme dont nous avons fait preuve envers nos patients brésiliens», a déclaré à son arrivée l'un des docteurs, cité par Juventud Rebelde.

Leur retour dans l'île fait suite à la décision de La Havane d'interrompre un programme d'envoi de médecins critiqué par le président brésilien élu d'extrême droite, Jair Bolsonaro, farouche anticommuniste.

Ces premiers personnels médicaux à revenir au pays font partie d'un groupe de 430 médecins cubains arrivés jeudi soir à l'aéroport de Brasilia pour embarquer à destination de Cuba. Au total, 8 300 médecins doivent rentrer à Cuba avant le 12 décembre.

## «Diplomatie des blouses blanches»

Ces premiers retours interviennent une semaine après l'annonce par La Havane de l'abandon du programme, auquel l'île participe depuis sa création en 2013 via l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Selon le ministère cubain de la Santé, près de 20 000 médecins cubains ont soigné plus de 113 millions de patients au Brésil



depuis août 2013.

La Havane répondait aux critiques du président élu Jair Bolsonaro, qui avait conditionné la présence de ces médecins à une revalidation de leurs compétences lors d'exams, mais aussi à un versement complet de leurs salaires et à ce qu'ils puissent faire venir leurs familles.

Cuba paye ses médecins en mission seulement 30% de ce que le Brésil débourse pour leur travail, le reste alimentant le budget

national. S'ils gardent leur emploi sur l'île, M. Bolsonaro a comparé ces conditions à un «esclavage», et dit refuser de financer «la dictature cubaine». La presse cubaine de son côté se livre depuis l'annonce du départ de ces médecins à une intense campagne hostile au président élu brésilien. Les médecins et ambulanciers cubains travaillent aujourd'hui dans 67 pays. La pratique, dite «diplomatie des blouses blanches», dure depuis les années qui ont suivi la révolution emme-

née par Fidel Castro en 1959. Ces services représentent la principale source de revenus de l'île, avec quelque 11 milliards de dollars de recettes annuelles, soit plus que celles du tourisme et des transferts de fonds des émigrés. Ces recettes ont toutefois diminué ces dernières années en raison de la crise au Venezuela, où travaillent plusieurs milliers de médecins cubains.

AFP

## Dix ans après, le douloureux souvenir des attentats de Bombay

■ L'Inde marque lundi le dixième anniversaire des attentats de Bombay, qui ont fait 166 morts lorsqu'un commando jihadiste armé a attaqué la capitale économique du géant d'Asie du Sud du 26 au 29 novembre 2008.

Plusieurs survivants évoquent pour l'AFP ces heures de terreur et reviennent sur l'impact qu'elles ont eu sur leur vie.

### Accoucher en silence

Enceinte, Viju Chavan était en plein accouchement à l'hôpital Cama & Albless la nuit du 26 novembre alors que deux hommes armés écumaient les couloirs du bâtiment.

Pendant qu'à l'extérieur les huit autres membres du commando mettaient la mégapole à feu et à sang, Viju a silencieusement donné naissance à une fille, Tejaswini. Celle-ci a aussitôt été surnommée Goli, «balle» en hindi.

«Nous entendions le son des balles. Nous étions terrifiés et mon fils de quatre ans tremblait de peur. Mon mari et moi-même ne pensions pas rentrer vivants à la maison», raconte la femme de 38 ans.

«Nous ne pouvions faire aucun bruit donc j'ai accouché silencieusement dans la douleur. Les infirmières se sont très bien occupées de nous. Elles ont utilisé des lits pour protéger les patients des balles perdues.»

«Chaque fois que je regarde Goli, je pense au 26 novembre. Elle est née au milieu d'une telle tragédie. Pour son anniversaire,

nous découpons un gâteau et nous nous souvenons de toutes les familles qui ont souffert.»

### Eclats de grenades

Nirmala Ponnudurai était sur le point de se marier quand elle s'est retrouvée au milieu de l'attaque de la gare centrale de Bombay par deux jihadistes. «J'ai l'impression que c'est arrivé hier, le souvenir est toujours aussi vif», confie-t-elle à l'AFP.

Les assaillants ont tiré des rafales de balles et projeté des grenades, tuant 52 personnes. «Il y avait un bruit de pétards. J'ai senti une chaleur intense pénétrer mon corps et du sang sur tout mon visage. Il y avait tant de fumée et de chaos.»

«Un homme charitable m'a mise avec une personne âgée sur un chariot en bois et m'a tirée jusqu'à l'hôpital. J'avais des éclats dans ma tête, dont un à l'intérieur de mon cerveau.»

«Je voulais que mon mariage se déroule donc j'ai pris un vol pour Chennai, me suis mariée le 30 novembre avec l'éclat dans mon cerveau et me suis fait opérer après coup. Mon visage a été paralysé pendant six mois.»

«Aujourd'hui, je suis beaucoup plus forte et indépendante. Je vis dans l'instant. Je n'accorde pas beaucoup d'importance aux anniversaires car si je le faisais je donnerais de l'importance aux terroristes.»

### Fausse mort

Sourav Mishra savourait une bière avec des amis à l'emblématique Leopold Café lorsque deux hommes armés y ont lancé des grenades et ouvert le feu, abattant dix personnes dont des étrangers.

«L'ambiance dans le restaurant était très joyeuse et positive. Puis soudain il y a eu une explosion et les gens ont commencé à crier et hurler», décrit l'homme de 39 ans.

«J'entendais le «ta-ta-ta» d'une mitrailleuse et j'ai réalisé que j'avais été touché. Les gens plongeaient sous les tables, mais curieusement je me suis levé et suis sorti dans la rue en titubant.»

«Dans le taxi pour l'hôpital, je croyais que j'allais mourir et j'ai commencé à réfléchir sur la vie et à savoir si j'avais été quelqu'un de bien.»

«La balle a touché, mais n'a pas perforé mon poumon et j'ai été opéré immédiatement pour l'enlever. À l'hôpital, il y avait des cadavres partout.»

«Mon nom a été inscrit sur des listes de victimes et nombre de chaînes de télévision ont rapporté que j'étais mort. Mes parents ont reçu un choc lorsqu'un journaliste est venu les interviewer.»

«Avant je me mettais en colère à l'approche de cet anniversaire car il ramenait à la surface des souvenirs traumatisants. Mais on ne peut pas continuer à ressasser cette expérience. Il faut avancer et se guérir. J'ai été

parmi les chanceux.»

### En cuisine

Hemant Oberoi était le chef de l'hôtel Taj, un palace cinq étoiles où des jihadistes se sont retranchés en prenant des otages. Le siège a duré trois jours et fait plus de 30 morts. Les images du bâtiment en feu ont fait le tour du monde.

«C'était une nuit normale, avec beaucoup de réceptions, lorsque les hommes armés sont soudain entrés», se remémore le cuisinier de 64 ans.

«Nous avons essayé de protéger chaque client. Nous connaissions les chemins mieux que quiconque donc nous avons essayé de les regrouper à un seul endroit.»

En guidant les clients vers la sortie, les employés de l'établissement ont permis d'épargner des dizaines de vies.

«Nous étions en train d'évacuer lorsque les assaillants ont forcé l'entrée.»

«C'est déjà bien que nous ayons pu sauver la plupart des clients, mais certains de mes braves collègues ont été blessés par balles et tués lorsque les hommes armés ont fait irruption dans les cuisines». «Aller d'une cérémonie funéraire à l'autre fut un moment difficile. Même 10 ans plus tard, lorsque les réminiscences reviennent, nous nous souvenons d'eux et de leurs sacrifices.»

AFP



# Selon Ankara, Trump a l'intention de «fermer les yeux» sur le meurtre de Khashoggi

**La Turquie a reproché vendredi au président américain, Donald Trump, de vouloir «fermer les yeux» sur le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi en apportant un soutien sans faille au pouvoir saoudien au nom des intérêts économiques de Washington.**

«**D'**une certaine façon, Trump dit «je fermerai les yeux quoi qu'il arrive» sur le meurtre de Khashoggi, a déclaré le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu, en référence à des déclarations de soutien à Riyad exprimées cette semaine par le président américain.

Le meurtre de Jamal Khashoggi le 2 octobre dans le consulat de son pays à Istanbul a provoqué une onde de choc mondiale et considérablement terni l'image de l'Arabie saoudite, notamment celle du prince héritier Mohammed ben Salmane, dit «MBS».

Selon des médias américains, la CIA n'a plus de doutes sur la responsabilité du prince héritier dans le meurtre de Khashoggi. Mais M. Trump a assuré mardi que l'agence américaine de renseignement extérieur n'avait «rien trouvé d'absolument certain».

«Il se pourrait très bien que le prince héritier ait eu connaissance de cet événe-

ment tragique - peut-être, peut-être pas!», a-t-il dit, insistant sur les liens profonds entre Riyad et Washington.

«Il n'y a pas que l'argent qui compte», a vivement réagi vendredi M. Cavusoglu en référence à l'argumentaire de M. Trump qui a évoqué notamment l'achat d'armes américaines ou encore la stabilité des prix du pétrole pour justifier son soutien continu à Riyad.

«Ce n'est pas une bonne approche», a insisté le ministre turc qui s'exprimait sur la chaîne d'information CNN-Türk, rappelant qu'il restait «des questions sans réponse».

## «Aucun obstacle»

Après avoir dans un premier temps nié la disparition de Khashoggi, Riyad a fini par reconnaître sous la pression internationale qu'il avait été tué dans l'enceinte de sa représentation lors d'une opération «non autorisée». Tout en dédouanant le prince héritier, la justice saoudienne a annoncé la semaine dernière qu'elle allait demander la peine de mort contre cinq des 21 suspects détenus dans le cadre de l'enquête officielle de Riyad.

Si le président turc, Recep Tayyip Erdogan, n'a jamais ouvertement mis en cause MBS, il soutient que l'ordre de tuer le journaliste émanait des «plus hauts niveaux», tout en écartant la responsabilité du roi Salmane.

La Turquie est néanmoins ouverte à une éventuelle rencontre entre M.Erdogan et MBS en marge du sommet du G20 qui doit se tenir en fin de semaine prochaine en Argentine, selon M.Cavusoglu qui ne voit «aucun obstacle» à cela. Les deux dirigeants se sont

déjà entretenus au téléphone à propos de cette affaire, mais ce serait leur première rencontre en face à face depuis la mort de Khashoggi.

Le prince Salmane «a dit qu'il souhaitait rencontrer notre président en Argentine. Il n'y a évidemment aucune raison qu'ils ne se rencontrent pas», a ajouté M. Cavusoglu.

Sur «instruction» de son père, le roi Salmane, le prince héritier a entamé jeudi une tournée à l'étranger, dont le cabinet royal n'a pas dévoilé les détails.

## Sanctions «cosmétiques»

Au lendemain de l'annonce par la France de sanctions contre 18 ressortissants saoudiens en lien avec le meurtre de Khashoggi, le chef de la diplomatie turque a reproché aux pays européens de prendre des «mesures cosmétiques».

«Ils disent qu'il ne veulent pas se brouiller avec l'Arabie Saoudite. Nous non plus, nous ne voulons pas que nos relations se dégradent, mais nous irons au fond de cette affaire», a déclaré M. Cavusoglu. Depuis le début de cette affaire, Ankara maintient la pression sur Riyad en faisant «fuir» des détails macabres du meurtre dans la presse locale. Le quotidien progouvernemental Sabah a ainsi rapporté vendredi qu'après avoir tué M. Khashoggi en l'étouffant avec un sac sur la tête, ses meurtriers lui avaient ouvert les veines pour le vider de son sang dans une baignoire, avant de le démembrer. Un responsable turc avait affirmé début novembre que le corps avait été dissous dans de l'acide après avoir été démembré.

AFP

Selon un rapport gouvernemental

## Le réchauffement coûtera cher aux USA

■ Le réchauffement climatique coûtera plusieurs centaines de milliards de dollars aux Etats-Unis d'ici à la fin du siècle et se traduira aussi bien par des problèmes de santé publique que par des baisses de production dans plusieurs secteurs tels que l'agriculture, selon un rapport gouvernemental publié vendredi.

Treize ministères et services publics tels que la Nasa ont contribué à la rédaction de ce document commandé par le Congrès, dont les conclusions vont à l'encontre des choix énergétiques de l'administration Trump.

«Avec la croissance continue des émissions (de gaz à effet de serre) qui atteignent des niveaux historiques, les pertes annuelles dans certains secteurs économiques devraient atteindre des centaines de milliards de dollars d'ici la fin du siècle, soit davantage que le produit intérieur brut (PIB) actuel de nombreux Etats américains», écrivent ses auteurs.

Les conséquences du réchauffement, poursuivent-ils, affecteraient en premier lieu les plus démunis et aurait de graves conséquences sanitaires ainsi que pour les infrastructures. Il limiterait en outre les quantités d'eau disponibles, modifierait le tracé des côtes et augmenterait les coûts de production dans des secteurs tels que l'agriculture ou la production d'énergie.

«Les risques futurs liés au changement climatique dépendent principalement des décisions prises aujourd'hui», peut-on lire dans ce deuxième volume de la quatrième évaluation nationale du climat. Il complète une étude publiée l'année dernière, selon laquelle les activités humaines sont la cause principale du réchauffement.

## «ICI ET MAINTENANT»

Selon Lindsay Walters, porte-parole de la Maison blanche, ce rapport est «largement fondé sur le scénario le plus extrême, qui contredit les tendances établies de longue date en supposant que la technologie et l'innovation seront limitées, et que la population augmentera rapidement».

La prochaine mise à jour de l'évaluation nationale du climat, a-t-elle poursuivi, «nous offrira la possibilité de mettre en place un processus plus transparent et fondé sur des données comprenant des informations plus complètes en ce qui concerne les scénarios et les conséquences potentielles».

Donald Trump, qui conteste ces conclusions, a dénoncé l'année dernière l'Accord de Paris sur le climat qu'il juge contraire aux intérêts économiques des Etats-Unis.

«Ce rapport montre clairement que le changement climatique n'est pas un problème lointain. Il se produit actuellement dans toutes les régions du pays», a commenté Brenda Ekwurzel, directrice des recherches sur le climat à l'Union of Concerned Scientists, qui a participé à sa rédaction. «Tandis que le président Trump continue à ignorer la menace du changement climatique, sa propre administration tire la sonnette d'alarme», a par ailleurs commenté Abigail Dillen, présidente du mouvement écologiste Earthjustice. «Ce rapport souligne ce que nous constatons déjà: le changement climatique est réel, il se produit ici et maintenant.»

Reuters

Etats-Unis

## La Chambre va enquêter sur l'affaire Khashoggi, promet un élu démocrate

■ La commission du Renseignement de la Chambre des représentants américaine va enquêter sur l'attitude de Donald Trump à l'égard de l'Arabie saoudite après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, a promis le député démocrate, Adam Schiff, qui devrait en prendre la présidence.

L'enquête portera sur les conclusions des services de renseignement américains et, plus largement, sur les relations entre Riyad et Washington, la guerre au Yémen, le rôle de la

famille régnante et la liberté d'expression, précise-t-il dans un entretien publié vendredi par le Washington Post.

Adam Schiff, numéro un du groupe démocrate à la commission du Renseignement, devrait en prendre la présidence en janvier, à l'ouverture de la nouvelle législature élue lors le 6 novembre. Son parti est devenu majoritaire à la Chambre, mais les républicains le restent au Sénat.

«Nous allons certainement nous pencher

un peu plus sur le meurtre de Khashoggi», dit-il. «Nous voudrions examiner ce que les services de renseignement savent à propos du meurtre.» Donald Trump a promis mardi de rester un «partenaire indéfectible» de l'Arabie saoudite, tout en admettant que le prince héritier Mohamed ben Salmane, qui exerce le pouvoir de facto, ait pu être au courant du complot contre le journaliste.

Selon les conclusions de la CIA, rapportés en fin de semaine dernière par le Washington

Post, il a lui-même ordonné son assassinat, commis le 2 octobre au consulat saoudien d'Istanbul.

«Il y a toute une série de conflits d'intérêts financiers et de problèmes de revenus que le Congrès va devoir examiner en profondeur. Si les investissements étrangers dans les entreprises de Trump déterminent la diplomatie américaine aux dépens des intérêts nationaux, il faut tirer ça au clair», ajoute Adam Schiff.

Reuters

Canada

# L'Ontario renonce à une université en langue française, les francophones révoltés

**En annulant la construction d'une première université entièrement en langue française, le gouvernement de la province de l'Ontario a ravivé les tensions linguistiques au Canada et placé les francophones de tout le pays sur le pied de guerre.**

Attendue depuis longtemps par les quelque 600.000 francophones de la province (4% de la population), cette université de 3.000 étudiants devait voir le jour dès 2020 à Toronto, capitale de l'Ontario et métropole économique du Canada.

Mais les conservateurs du Premier ministre Doug Ford, régulièrement décrit comme un «mini-Trump», ont enterré le projet la semaine dernière, en invoquant des contraintes budgétaires. Ils ont également mis fin aux subventions destinées à des troupes de théâtre de langue française.

Pour nombre de francophones (8 millions de personnes sur 37 millions de Canadiens), ces mesures sont vécues comme des «attaques» à l'encontre de «l'un des deux peuples fondateurs» du Canada, pays officiellement bilingue français-anglais.

Doug Ford, frère de l'ex-maire toxicomane de Toronto Rob Ford, a nié vouloir s'en prendre aux droits de la minorité francophone de cette province, la plus nombreuse au



Canada hors Québec.

Ces mesures «n'ont rien de personnel contre les Franco-Ontariens. Ce sont de bonnes personnes», a-t-il plaidé à la presse.

En annulant la construction de l'université francophone, l'Ontario, qui croule sous les déficits, va économiser 80 millions de dollars sur sept ans, a fait valoir M. Ford.

Ses justifications n'ont aucune-

ment convaincu les francophones, ni le gouvernement du Québec, ni le gouvernement fédéral de Justin Trudeau.

«Ca me préoccupe beaucoup. J'ai passé beaucoup de temps à jaser avec des gens qui parlent français partout au Canada et je comprends à quel point ces communautés luttent pour protéger leur identité francophone», a dit M. Trudeau, assurant que son gouvernement allait «intervenir» auprès de l'Ontario pour qu'elle respecte les francophones.

Sa ministre des Langues officielles, Mélanie Joly, a dénoncé une «décision inacceptable» et

appelé M. Ford à «reculer», tout en débloquant une enveloppe de 5 millions de dollars en soutien aux contestations judiciaires «des minorités linguistiques».

«Suprématisme anglophone»

De leur côté, les associations francophones ont déterré la hache de guerre et appelé à la «résistance». Pour l'association militante Impératif français, «le suprématisme anglophone écrase la francophonie» et les décisions de l'Ontario marquent «le retour en force de l'arrogance congénitale et historique du Canada anglais à l'endroit du Québec et de la francophonie canadienne».

Les appels à la mobilisation se sont multipliés cette semaine et 40 manifestations sont prévues le 1er décembre en Ontario. «Nous nous sentons trahis», a regretté à l'AFP Carol Jolin, de l'Assemblée de la Francophonie de l'Ontario.

L'annulation de cette université «contribue à l'assimilation de nos jeunes» car «une fois qu'ils étudient en anglais et travaillent en anglais, le français ne fait plus partie de leur vie», observe-t-il. Pour lui, «ce n'est plus une crise provinciale, c'est une crise nationale». Cette crise rappelle la fragilité du français dans un océan nord-américain anglophone, et les batailles passées pour défendre son usage et son statut de langue officielle, inclus dans la constitution canadienne depuis 1982.

En 2016, l'Ontario avait par exemple présenté ses excuses à sa minorité francophone pour avoir interdit de 1912 à 1927 l'enseignement en français dans les écoles primaires de cette province.

Dans les années 1990, l'Ontario s'était encore attiré les foudres des francophones en voulant fermer l'hôpital Montfort d'Ottawa, le seul de formation universitaire de langue française de la province. Mais outre l'Ontario, la langue de Molière et de Michel Tremblay est aussi menacée actuellement au Nouveau-Brunswick: un petit parti ayant fait campagne en promettant de sabrer dans les services «coûteux» aux francophones détient la balance du pouvoir dans le nouveau gouvernement de cette province de la côte atlantique, coeur de l'Acadie (premier territoire colonisé par les Français au XVIIe siècle).

Dans une lettre ouverte publiée vendredi dans le journal Le Devoir, l'ancien recteur de l'Université de Moncton, au Nouveau-Brunswick, Jean-Bernard Robichaud appelle à une «mobilisation monstre» face à «la décision mal avisée du gouvernement Ford» qui «nous ramène aux heures noires d'il y a un siècle».

AFP

## République tchèque

### Le gouvernement échappe à une motion de censure

Plusieurs milliers de Tchèques ont manifesté vendredi soir à Prague, après le rejet d'une motion de censure de l'opposition, qui accuse le Premier ministre Andrej Babis d'avoir cherché à entraver l'enquête pour fraude dont il fait l'objet.

Il a manqué neuf suffrages pour atteindre la majorité absolue de 101 voix requise pour renverser le gouvernement.

Ce résultat était attendu, dans la mesure où les Sociaux-Démocrates, membres de la coalition gouvernementale emmenée par l'ANO d'Andrej Babis, et les Communistes avaient annoncé qu'ils ne voteraient pas la censure.

«Nous voulons un gouvernement décent», ont scandé les manifestants, qui s'étaient déjà mobilisés à plusieurs reprises la semaine dernière pour réclamer la démission du Premier ministre. Andrej Babis est passible de plusieurs années de prison.

Reuters

## Japon

### Osaka accueillera l'Exposition universelle 2025

La ville japonaise d'Osaka a été sélectionnée vendredi pour accueillir l'Exposition universelle 2025, devant la Russie et l'Azerbaïdjan, après deux tours de scrutins, ont indiqué les organisateurs.

Avec 92 voix, la ville nipponne devance sa rivale russe d'Ekaterinbourg qui n'a rassemblé que 61 voix. La capitale azérie Bakou avait été éliminée au premier tour de ce vote organisé à bulletins secrets pour choisir qui succèdera à Dubaï, organisatrice de l'Exposition 2020.

«Le projet d'Exposition universelle 2025 à Osaka, basé sur la co-création d'une société future pour répondre aux défis mondiaux, répond aux préoccupations de la communauté internationale», a déclaré le secrétaire général du Bureau international des expositions, Vicente G. Loscertales, dans un communiqué.

Le thème de la candidature d'Osaka, qui avait déjà organisé l'évènement en 1970, était «Concevoir la société du futur, imaginer notre vie de demain». L'Exposition universelle à Osaka se déroulera du 3 mai au 3 novembre 2025. La première Exposition universelle a vu le jour en 1851 à Londres. Depuis, elle se tient en moyenne tous les cinq ans.

Reda A.

## Soupçonné de liens avec le narco-trafic

# Arrestation à Miami du frère du président hondurien

Juan Antonio Hernandez, frère du président hondurien Juan Orlando Hernandez et soupçonné de liens avec des cartels de trafic de drogue, a été arrêté vendredi à Miami (Floride, États-Unis), a annoncé le gouvernement hondurien dans un communiqué.

«Aujourd'hui (vendredi) le citoyen hondurien Juan Antonio Hernandez, frère de l'actuel président de la République du Honduras, a été arrêté dans la ville de Miami, aux États-Unis», selon le communiqué gouvernemental. Le 24 octobre dernier, le président du Honduras «a clairement indiqué que pour lui, personne n'est au-dessus des lois», alors que des «rumeurs de plus en plus insistantes» disaient son frère lié au trafic de drogue, a rappelé le gouvernement. «C'est un coup dur, c'est triste, c'est diffi-

le», a reconnu le président Hernandez d'une voix tremblante à des journalistes à l'occasion du congrès de son parti Parti National (PN, droite). Visiblement affecté, Orlando Hernandez a demandé de respecter la présomption d'innocence, tout en réaffirmant sa détermination à lutter contre le trafic de drogue, en étroite collaboration avec les États-Unis.

L'ancien chef du cartel Los Cachiros, Devis Leonel Rivera Maradiaga, a assuré en mars 2017 devant un tribunal de New York avoir payé Antonio Hernandez pour que le gouvernement hondurien solde une dette contractée envers son organisation de trafic de drogue.

Le narco-trafiquant a également témoigné contre Fabio Lobo, fils de l'ancien président

hondurien Porfio Lobo (2010-2014), qui a été condamné à 24 ans de prison pour avoir collaboré avec le cartel Los Cachiros. Devis Leonel Rivera Maradiaga avait précisé que son organisation était en affaires avec le gouvernement par l'intermédiaire de l'entreprise Inrimar, qui servait à blanchir l'argent du trafic. Le frère de l'actuel président avait déjà été mis en cause en octobre 2016 par un militaire hondurien, Santos Rodríguez. Celui-ci avait dénoncé les liens de Juan Antonio Hernandez avec le narco-trafic et l'avait accusé d'avoir trempé dans un complot visant à assassiner l'ambassadeur américain à Tegucigalpa, James Nealon.

Ces accusations avaient été rejetées par Juan Antonio Hernandez, qui était alors député.

AFP

Il aurait été d'un grand apport à l'Académie de langue amazighe

# Haddadou, un linguiste prolifique

**Le spécialiste en linguistique, Mohand Akli Haddadou, s'en est allé un peu trop tôt. De l'humble avis de chercheurs et spécialiste l'ayant côtoyé, cette sommité du verbe amazigh, décédée lundi dernier suite à une longue maladie, aurait été d'un précieux apport à l'Académie algérienne de la langue amazighe dont la mise sur pied est prévue avant la fin de l'année qui s'achève.**



**A** la salle des profs du département de langue et culture amazighe (Dlca) où enseignait le défunt, des enseignants évoquent un spécialiste en linguistique qui avait formé la majorité d'entre eux. Lydia Guerchouh, maître de conférences au Dlca, spécialité linguistique, qui a connu Mohand Akli Haddadou tout au long de son cursus universitaire, d'abord comme enseignant, puis comme encadreur en Magistère, regrette une «grande perte» et un chercheur «indispensable» pour ce département où il a formé la plupart des enseignants. Devenu son enseignant d'histoire de la langue amazighe au Dlca, elle garde de lui le souvenir d'un prof au visage angélique, toujours souriant, très com-

pétent et disponible pour ses étudiants, mais aussi un militant engagé et sincère qui était attaché au message de Mouloud Mammeri dont il était l'élève et dont il disait qu'il était son père spirituel.

Ce qui a aussi marqué le collègue de cette enseignante, Kaci Saâdi, c'était la grande culture de Mohand Akli Haddadou, un passionné de mythologie berbère. «Il était une encyclopédie pluridisciplinaire. Il nous enseignait l'histoire de la langue amazighe, le lexique berbère, mais aussi, il nous avait fait découvrir beaucoup de civilisations occidentales», se souvient-il.

Ce même enseignant a relevé que le défunt était, en outre, un grand connaisseur de la culture musulmane, un volet, selon

lui, peu connu du parcours de ce chercheur dont une des premières publications est *Le Rêve et son interprétation dans l'Islam* (Alger, Enal 1991) et qui avait également fait des traductions de quelques sourates du Coran.

Ouvert à toutes les langues et cultures, Mohand Akli Haddadou avait aussi une excellente maîtrise du français et de l'arabe. Sa disparition est une grande perte pour le département et pour la culture algérienne arabo-berbère-musulmane, a ajouté M. Saâdi qui a observé que le chercheur encadrerait quatre à cinq doctorants qui devront apprendre à poursuivre leur chemin sans lui pour honorer sa mémoire. De son côté, Said Chemakh, enseignant-chercheur au département de

langue et culture amazighes de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, a indiqué que le défunt était un homme de terrain dont l'ensemble des travaux sont importants et qui ne lésinait pas sur l'effort. «Il était parmi les premiers enseignants du département de tamazight en 1990, et sa production, prolifique du reste, s'inscrit dans la continuité des travaux de Mouloud Mammeri et Salem Chaker», a-t-il dit.

Pour sa part, le directeur du Centre national pédagogique et linguistique de l'enseignement de tamazight (Cnplet, relevant du ministère de l'Éducation nationale), Abderrezak Dourari, a évoqué un homme d'ouverture dont l'engagement pour tamazight était aussi une «forme d'ouverture sur les autres cultures», ajoutant que «malgré son handicap physique, il ne s'était pas incliné devant la difficulté et a même réussi à le dépasser grâce à son engagement dans le travail pour la préservation et la promotion de la langue et la culture amazighes».

Une de ses étudiantes, Azzi Lamia, actuellement en Master II spécialité linguistique, évoque un enseignant disponible, ponctuel malgré sa maladie, et qui encourageait les étudiants à s'exprimer. «Lorsque nous présentions un exposé, il nous mettait toujours à l'aise. J'ai toujours le trac de présenter mon travail, mais avec lui je n'ai jamais eu la moindre phobie. Il nous encourageait à nous exprimer en nous disant : Exprimez vous, même si vous pensez que ce que vous dite est faux», se souvient-elle.

Rendant hommage à la mémoire du disparu, à l'ouverture, mercredi des travaux d'un Colloque international sur «Le système de santé face à l'évaluation», le recteur de l'université Mouloud Mammeri a rappelé la modestie et la discrétion de Mohand Akli Haddadou qui a apporté sa touche et marqué la culture et la langue amazighe grâce à ses travaux qui ont fait «avancer la langue amazighe», a-t-il dit. Une minute de silence a été observée en sa mémoire avant l'entame des travaux de cette rencontre.

H. T.

## Prochainement à Tindouf La planification linguistique et le plurilinguisme, thème d'un séminaire

■ «La planification linguistique et le plurilinguisme : impact des dialectes locaux dans la communication socioculturelle» sera au centre d'un séminaire national prévu le 4 décembre prochain au centre universitaire Ali Kafi de Tindouf, a-t-on appris jeudi des organisateurs.

Inscrit dans le cadre des études sociolinguistiques menées par le département des langues et de littérature arabe, le séminaire sera consacré à l'examen d'une série de questions linguistiques liées notamment à la situation du plurilinguisme et à la communication langagière en Algérie et à la politique et la planification linguistique et leur impact sur la préservation de la langue et la transmission linguistique.

Les répercussions des politiques linguistiques et plurilinguistiques en Algérie, les dialectes locaux dans le Sud, sources et caractéristiques, les caractéristiques langagières dans le dialecte Hassanya de Tindouf, les rapports du plurilinguisme dans la littérature et l'enseignement, et l'information en Algérie, les pratiques linguistiques en Algérie, sont autant de thèmes retenus au programme de ce séminaire, selon le président du comité scientifique du séminaire, M. Rachid Chibane. Cette rencontre académique, qui regroupera plus de 30 participants issus de différentes institutions universitaires du pays, devra également aborder les thèmes du développement social et son rôle dans l'enrichissement du plurilinguisme en Algérie et le rôle des manuscrits de la littérature populaire dans la préservation du patrimoine linguistique dans le Sud algérien.

K. A.

Pour des considérations financières

## Report de plusieurs projets culturels à Béjaïa

■ Le ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi, a affirmé, jeudi à Alger, que plusieurs projets culturels dans la wilaya de Béjaïa avaient été reportés pour des «considérations financières».

Le secteur de la culture s'emploie à pallier le manque en infrastructures culturelles dans la wilaya de Béjaïa en y inscrivant plusieurs projets «en cours de réalisation et dont la livraison est prévue pour 2019», à l'instar de la réhabilitation de l'ancien tribunal de Béjaïa, converti en conservatoire, a indiqué M. Mihoubi lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Mouad Bouchareb et consacrée aux questions orales.

Dans le même contexte, le ministre de la Culture a cité d'autres projets réalisés récemment dans cette wilaya, à l'instar de la bibliothèque principale de Béjaïa et le cinéma de Kherrata. La wilaya de Béjaïa compte 38 monuments historiques et archéologiques, a rappelé le ministre, ajoutant que l'ancienne ville avait été classée secteur sauvegardé depuis 2013.

H. M.

Festival national de la musique moderne

# Dix troupes aux sélections régionales de l'Est

**D**ix troupes et associations versées dans le domaine de la musique moderne des wilayas de l'est du pays ont pris part vendredi à la Maison de jeunes, Ahmed Saâdi à Constantine aux éliminatoires régionales de la 17<sup>ème</sup> édition du Festival national de la musique moderne qui sera organisé à Oran.

Des troupes venues de Constantine, Sétif, Annaba, Skikda, Souk Ahras, Tébessa, El Taref, Mila, et Oum El Bouaghi devront se produire devant un jury qui choisira, après épreuves, trois troupes finalistes qui vont disputer à Oran, le titre de cette compétition culturelle nationale, a souligné à l'APS, Sadek Mazouz, président de la Ligue des activités culturelles et scientifiques.

Les participants à cette sélection ont été retenus, à l'issue de compétitions locales qui s'étaient déroulées dans leurs wilayas respectives, a précisé le même responsable, qui a mis l'accent sur l'importance de ce genre de rendez-vous culturel pour encourager les jeunes à la création artistique et contribuer à dévoiler des talents.

Souhaitant l'engouement «remarquable» des jeunes pour ce genre musical, le même responsable, a indiqué que le choix des finalistes se fera sur la base de critères bien précis en rapport, notamment avec la qualité de la prestation, la maîtrise des instruments musicaux, et la voix.

Les sélections régionales pour l'Est du pays se dérouleront sur deux jours (vendredi

et samedi), a-t-on précisé, ajoutant que «tous moyens sont réunis pour permettre aux concurrents de passer leur épreuve dans les meilleures conditions».

Ces sélections régionales sont organisées, à l'initiative de la direction locale de la jeunesse et sports (DJS) en collaboration avec l'Office des établissements de jeunes (Odej).

Enthousiastes et très optimistes, les troupes de Skikda et Sétif, rencontré par l'APS, ont exprimé leur joie de faire part des troupes musicales sélectionnées pour prendre une des trois places du Festival de la musique moderne tout en souhaitant «décrocher un billet pour Oran».

Reda A.

«L'esprit cherche et c'est le cœur qui trouve.»

George Sand



## FEMMES

ILS ONT DIT :

«Mathématiques : dessèchent le cœur.»

Gustave Flaubert

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

# Meghan Markle enceinte : ce choix de prénom inattendu qui risque de faire fulminer la reine



**Attendu au printemps 2019, le royal baby de Meghan Markle et du prince Harry fait l'objet de toutes les discussions. Et si l'on ne sait pas encore si le futur enfant sera une fille ou un garçon, son prénom pourrait bien faire vaciller la couronne d'Elizabeth II !**

**C'**est l'une des nouvelles qui a illuminé notre fin d'année. Le lundi 15 octobre, la famille royale a annoncé la première grossesse de Meghan Markle de manière on ne peut plus officielle. «Ses Altesses royales les duc et duchesse de Sussex sont très heureux d'annoncer que la duchesse de Sussex attend un enfant pour le printemps 2019», avait déclaré le palais de Kensington, dans un communiqué relayé sur les réseaux sociaux. Un an après leur officialisation, et un peu moins de cinq mois après leur mariage du 19 mai, au sein de la chapelle Saint-George à Windsor, les tourtereaux les plus surveillés de la planète vont donc devenir une famille. Plus amoureux que jamais de sa duchesse, le prince Harry n'a désormais d'yeux que pour elle et pour ce qui se dissimule sous son joli ventre arrondi. Un futur royal baby, dont le prénom est au cœur de toutes les discussions. Et les dernières révélations du prince Charles ne risquent pas de changer la donne.

Dès que le monde a pris connaissance de la très heureuse nouvelle venue tout droit d'Angleterre, les langues ont commencé à se délier au sujet du nom qu'allait porter ce bébé tant attendu. En tête de lice, on retrouvait notamment Diana (en hommage à la très regrettée princesse de Galles), Victoria, Alice, ou encore Elizabeth. Côté garçon, ce sont Albert, Edward, Arthur et James qui tiraient leur épingle du jeu. Mais si l'on en croit le discours du futur grand-père, le couple aurait porté son choix sur d'autres prénoms... beaucoup plus surprenants ! Ça risque de grincer dans les couloirs du palais ! Alors que la grossesse de Meghan Markle se déroule sous les meilleurs auspices, et cela après un marathon réussi de 16 jours en Océanie, les rumeurs se font de moins en moins discrètes quant au nom du futur bébé. Et ce n'est autre que Charles d'Angleterre qui a remis le feu aux poudres. Convié à l'ambassade australienne pour célébrer le centenaire de cet établissement, celui qui vient de souffler sa 70<sup>e</sup> bougie a ironisé sur la liste des prénoms. «Mon fils m'a dit que, au cours de son récent voyage en Australie, sa femme et lui ont reçu d'innombrables suggestions en ce qui concerne le prénom de leur futur enfant, a-t-il déclaré. Entre vous et nous, je pense que Kylie et Shane pourraient faire partie de la liste. Mais il n'est pas à exclure qu'Edna et Les soient aussi pris en considération !» Humour anglais ou véritable révélation ? Ce qui est sûr, c'est que ces prénoms très peu british ne devraient pas être du goût de la reine Elizabeth II...

## BEAUTÉ

## Consommez du calcium pour vivre plus longtemps !



Les résultats de l'enquête ont démontré que la consommation quotidienne de suppléments de calcium est associée à un moindre risque de décès pour les femmes. La dose parfaite serait 1.000 mg par jour. En revanche, cet apport en calcium n'aurait aucun effet sur les hommes. La supplémentation en calcium doit être impérativement contrôlée par un médecin. Préférez modifier vos apports naturels de calcium dont les effets sont aussi probants que la supplémentation. Qui, elle peut augmenter le risque de problème cardiaque. Les résultats de cette étude sont publiés dans le *Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism*.

**B**onne nouvelle pour les femmes, une alimentation riche en calcium permet d'augmenter leur durée de vie. Yaourts à volonté ! Une étude des chercheurs de l'université McGill révèle que des apports journaliers en calcium et jusqu'à 1.000 mg par jour limitent les risques de décès pour les femmes.

Le calcium est un nutriment essentiel pour les os et doit être consommé régulièrement pour être en bonne santé. Mais, de précédentes recherches avaient montré que la supplémentation en calcium pouvait être associée à un risque élevé de maladie cardiaque. Lisa Langsetmo, chercheur associé à l'université McGill et David Goltzman, Professeur au Département de médecine McGill ont mené des recherches à partir des données de 9.033 Canadiens suivis durant 12 ans et participant à la cohorte Canadian Multicentre Osteoporosis Study (CaMos) sur les effets d'une supplémentation en calcium sur le risque de décès. Pendant cette étude, 1.160 participants sont morts.

## FORME

## Le chocolat, la nouvelle arme contre le surpoids ?

Le chocolat, nous le savons déjà, est très bon pour la santé. Il nous permet non seulement de rester en forme et d'être de bonne humeur, il est bourré de magnésium, mais également d'augmenter notre mémoire. Et ce n'est pas tout : le chocolat serait une arme efficace pour lutter contre l'obésité et le diabète. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la très sérieuse université de Pennsylvanie ! Pour arriver à cette conclusion, des chercheurs américains ont mené une étude pendant dix semaines sur des souris, rapporte la dernière édition de *European Journal of Nutrition*. Alors qu'elles étaient toutes nourries avec un régime riche en graisse, les scientifiques ont administré à certaines d'entre elles plusieurs cuillères à soupe de cacao en poudre. Verdict ? Ces souris ont présenté moins d'inflammations liées à l'obésité que les autres. De tels résultats viennent par ailleurs corroborer ceux d'une première étude réalisée par la même université en 2011 : en effet, les chercheurs avaient cette fois-ci constaté que le cacao permettait de bloquer l'assimilation des glucides et des lipides. Cependant, avant de nous réjouir trop vite, il faut prendre en compte un petit détail. Non, manger une tablette de chocolat n'est pas le remède miracle pour perdre du poids. Non, se gaver de gâteaux au chocolat devant un film ne va pas nous aider à avoir une silhouette parfaite. En fait, les chercheurs américains ont administré chaque jour aux souris l'équivalent de... 4 tasses de chocolat chaud. Comme quoi, il n'y a pas que le verre de vin qui nous éloignerait du médecin.

## ZEN ATTITUDE

## Comment méditer en 3 étapes ?

**P**our lutter contre le stress, la méditation est très efficace. Cette pratique n'est pas réservée aux initiés et chacun peut apprendre à méditer. Voici une petite séance de méditation en 3 étapes.

### ETAPE N°1 : EVACUEZ LES PENSÉES NÉGATIVES

Adoptez une position où vous vous sentez à l'aise. Assis, allongé, peu importe. Vous devez vous sentir bien. Fermez les yeux. Relâchez vos muscles et laissez votre corps subir la pesanteur, comme si vous vous enfoncez dans le sol. Inspirez profondément et expirez lentement jusqu'à la fin de votre souffle. A chaque expiration, chassez une pensée négative. Une fois toutes les mauvaises pensées évacuées, pensez à un lieu



agréable pour vous. A ce moment-là, concentrez-vous uniquement sur votre souffle et laissez-vous aller. Ne pensez ni au passé, ni au futur, mais seulement au moment présent dans ce lieu agréable.

### ETAPE N°2 : CONCENTREZ-VOUS SUR VOTRE SOUFFLE

Continuez à inspirer et à expirer sans trop forcer. Essayez d'imaginer la circulation de l'air dans votre corps et concentrez-vous dessus. Si vous avez du mal à vous concentrer, c'est normal au début. Ne vous énervez pas et refaites l'exercice à nouveau en focalisant bien toute votre attention sur votre souffle. L'idée c'est vraiment d'être attentive à votre corps et de le ressentir.

### ETAPE N°3 : APPRÉCIEZ LA SENSATION DE BIEN-ÊTRE

Peu à peu, vous allez sombrer dans un état de «veille» et vous laissez doucement aller dans un demi-sommeil.

Au bout de quelques minutes, quand vous ressentirez vraiment une sensation de bien-être. Etirez-vous et profitez de ce sentiment de calme. Ouvrez les yeux. La séance de méditation est terminée.



## Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

Ligue 1 Mobilis (15e journée)

## Le CABBA défait la JSK, Mellal retarde le match

CAN 2018 dames  
L'Algérie s'incline face au Mali

■ La sélection algérienne de football (dames) s'est inclinée face à son homologue malienne sur le score de 2-3, mi-temps (1-0) vendredi à Cape Coast (Ghana) en match comptant pour la troisième et dernière journée du groupe A, de la Coupe d'Afrique des nations CAN2018.

Les buts de la rencontre ont été inscrits par Fatouma Diarra (58', 90+4 sp), Aissatou Diadiou (83') pour le Mali. Lydia Balkecemi (37') et Imen Merrouche (53 sp) pour l'Algérie.

C'est la troisième défaite de suite des Algériennes en autant de rencontres après celles essuyées devant le Ghana (1-0) et le Cameroun (3-0).

Avec cette nouvelle défaite, la sélection algérienne termine à la dernière place du groupe A avec 0 point. Le Cameroun, auteur d'un nul contre le Ghana (1-1) dans l'autre match termine en tête avec 7 points et valide son billet pour les demi-finales en compagnie du Mali (6 points). Le Ghana, pays hôte de la compétition (4 pts) est éliminé dès la phase de poules.

## Ligue des champions d'Afrique

## Un trio d'arbitres tunisien pour JSS-SC Gagnoa

■ Un trio d'arbitres tunisien dirigera le match qui opposera la JS Saoura au Sporting Club de Gagnoa (Côte d'Ivoire), le 27 novembre à 17h45 au stade du 20-Août-1955 à Béchar, pour le compte de la manche aller du tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique, a appris l'APS vendredi auprès de la direction du club de Ligue 1 Mobilis.

La rencontre sera officinée par le directeur de jeu Haytem El-Kassi, assisté de ses compatriotes, Fouzi El-Jridi et Hassan Abdelali, tandis que NasrAllah El-Jouadi a été désigné comme quatrième arbitre.

En prévision de ce rendez-vous africain, les préparatifs vont bon train et plusieurs mesures ont été prises par les autorités locales, en partenariat avec la direction de la jeunesse et des sports, qui ont procédé à plusieurs améliorations au niveau du stade du 20 Aout 1955, pour permettre aux deux clubs d'évoluer dans des conditions adéquates, en plus de l'accueil des supporters.

A ce titre, le comité des supporters de la JS Saoura a lancé un appel aux supporters pour se rendre massivement au stade pour soutenir leur club.



Le CA Bordj Bou Arréridj a renoué avec le succès en battant la JS Kabylie (1-0, mi-temps 1-0), en clôture de la 15e journée de Ligue 1 Mobilis de football, entamée le 15 novembre dernier et achevée vendredi, dans une rencontre qui a été caractérisée par un fait inédit, à savoir, le show assuré par le président de la JSK, Cherif Mellal qui a refusé sa sanction et qui a donc retardé le match de 16 m. Il a même improvisé une sorte de conférence de presse pour dénoncer encore une fois la LFP qu'il accuse d'avoir été injuste.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par l'attaquant Benamar Mellal, sur penalty à la huitième minute de jeu pour le CABBA. Un léger retard que les Canaris ont été cependant incapables de refaire, malgré leurs nombreuses tentatives.

Les Criqueurs, qui restaient sur 4 défaites et un nul, renouent ainsi avec le succès, eux qui n'avaient plus gagné depuis la 9e journée et ce succès (2-0) contre l'AS Aïn M'lila. De son côté, la JSK enregistre sa troisième défaite de la saison, et sa deuxième consécutive après celle

concedée face au CS Constantine, qui l'avait battue à Tizi-Ouzou (0-2).

Grâce à cette importante victoire, la première pour le nouvel entraîneur Billel Dziri depuis sa prise de fonctions, le CABBA quitte l'avant-dernière place du classement général et rejoint l'USM Bel-Abbès dans une position de premier club non relégable, avec 15 points pour chaque équipe, alors que malgré la défaite, la JSK reste solidement accrochée à sa place de Dauphin, avec 26 unités. Les Canaris accusent cependant sept longueurs de retard sur l'USM Alger, l'actuel leader de la Ligue 1 Mobilis, qui lui compte 33 points, tout en ayant un match en retard contre l'Entente Sportive de Sétif. Un choc de titans, prévu le 29 novembre courant.

Imad M.

## Cross-country

## Le Challenge d'Alger rebaptisé au nom du défunt, Abdou Seghouani

■ Le Challenge d'Alger de cross-country a été officiellement rebaptisé au nom du défunt journaliste, Abdou Seghouani, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). «C'est la Ligue d'athlétisme d'Alger (LAA) qui est à l'origine de cette charmante initiative, et dont le premier rendez-vous est déjà pris, puisque la première édition du challenge «Abdou Seghouani» est programmée le 19 janvier 2019» a précisé la même source. Ce sera le septième des onze challenges de cross inscrits au programme de la saison 2018-2019, après ceux de La Révolution (24/11/2018 à Djelfa), Les Zibans (15/12/2018 à Biskra), La Soummam (22/12/2018 à Béjaïa), El Mokrani (29/12/2018 à Bordj Bou Arréridj), Ahmed Klouche (5/01/2019 à Chlef), et le cross des Ruines Romaines (12/01/2019 à Batna). Le Challenge «Abdou Seghouani» sera suivi du cross Saïd Cherdioui (26/12/2019 à Tizi-Ouzou), puis celui de Cherda Boulanouar (02/02/2019 à Tlemcen), et ceux d'Abdelmadjid Ouriba (09/02/2019 au Khroub) et Bouzid Saâl (16/02/2019 à Sétif). Le championnat national de cross sera la dernière compétition inscrite au programme de la saison en cours, et pour l'heure, sa date n'a pas encore été fixée. Mais selon certaines indiscretions, il «pourrait être jumelé avec le challenge Bouzid Saâl», prévu le 16 février 2019 à Sétif. Abdou Seghouani, journaliste sportif spécialisé en athlétisme et en sports de montagne est décédé au début du mois de juillet dernier, d'une crise cardiaque, alors qu'il était en chemin pour se rendre au travail. Il avait 59 ans.

## Coupe du monde de fleuret féminin (étape d'Alger)

Les six algériennes éliminées au 1<sup>er</sup> tour

■ Les six escrimeuses algériennes engagées dans l'étape d'Alger de la Coupe du monde de fleuret féminin (seniors), qui a débuté vendredi à la salle Harcha-Hacene (Alger), ont été éliminées dès la phase de poules qui s'est déroulée avec la participation de 156 fleuretistes.

Les Algériennes Meriem Mebarki (69e mondiale), Sonia Zeboudj (72e), Inès Jad Fellah (108e), Yasmine Tantast (493e), El Houari Narimène (501e) et Chaïma Nihal Guemmar (506e), n'ont pas réussi à franchir le premier tour qui a regroupé 140 fleuretistes, réparties en 20 groupes, avec des matchs joués en système de 5 touches en 3 minutes de temps et un rajout d'une minute en cas d'égalité.

Le président de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), Abderaouf Salim Bernaoui, a indiqué que cette étape de la Coupe du monde va servir de «test» pour les fleuretistes algériennes.

«Cette compétition va leur permettre également de grignoter des points supplémentaires dans le classement mondial, mais aussi de préparer les prochaines échéances», a-t-il ajouté.

Ce premier tour a permis la qualification de

112 escrimeuses auxquels s'ajoutent les 16 exemptées du 1er tour pour constituer le tableau des 128 qui se disputent actuellement, avec élimination directe en 15 touches, pour atteindre en fin de journée le tour des 64.

La compétition reprendra samedi à partir de 9h00, avec le tableau 64 qui se poursuivra jusqu'à la finale, programmée en fin d'après-midi (18h00).

Une fois les épreuves individuelles terminées, la compétition par équipes prendra le relais, dimanche (9h00) avec les éliminations directes, à partir du tableau des 16.

Pour l'épreuve par équipes, l'Algérie sera représentée par le quatuor El Houari, Fellah, Mebarki et Zeboudj.

Cette compétition mondiale qui enregistre la participation de 36 pays, est rehaussée par la présence des meilleures fleuretistes de la planète, à l'instar de la championne olympique en titre, la Russe Inna Deriglazova, la vice-championne du Monde l'Italienne Alice Volpi, sa compatriote Arianna Errigo, vice-championne olympique en titre ou encore l'Américaine Lee Kiefer (3e mondiale).

## Jeux méditerranéens 2021

## Lancement de la réalisation de trois piscines semi-olympiques

■ Les travaux de réalisation de trois piscines semi-olympiques ont été lancés jeudi dans la wilaya d'Oran, en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens de 2021.

Le wali d'Oran Mouloud Chérifi a donné, en présence des autorités locales, le coup d'envoi des travaux de réalisation de ces infrastructures dans les communes d'Es Sénia, Misserghine et Cap Blanc (Ain El Kerma) visant à encourager la pratique de la natation chez les jeunes catégories.

A l'occasion, il a insisté sur la réduction des

délais de réalisation de 16 à 10 mois, soulignant que la wilaya nécessite d'autres piscines de proximité.

Ces projets, dotés d'enveloppes de 136 à 148 millions DA sur budget de la wilaya, prévoient des piscines de 8 couloirs de 25 mètres, des vestiaires, des locaux techniques. D'autre part, plus de 20 stades de proximité sont réalisés cette année à travers la wilaya en vue d'encourager la pratique sportive.

En outre, à Cap Blanc dans la commune d'Ain El Kerma, un centre de préparation spor-

tive sera réalisé au profit des équipes et clubs sportifs pour y effectuer des stages au lieu de se diriger vers l'étranger, selon les explications fournies par le directeur de la jeunesse et des sports. Ce projet comporte aussi un camp de jeunes de 120 lits, cinq chambres haut standing de 30 lits et un réfectoire qui s'ajoute à une piscine semi-olympique (25 m), une salle de sports, un terrain de football en gazon artificiel, et une piste d'athlétisme.

Le DJS a annoncé le lancement avant la fin d'année en cours de la réalisation de trois

autres piscines semi olympiques (25 m) à hai «Nedjma» (ex Chteibo), à El Kerma et à hai Bouamama (Oran).

La wilaya d'Oran, qui disposait il y a quelques années seulement d'une seule piscine à hai Medina Jdida, compte actuellement 7 piscines opérationnelles, en attendant la réception en avril prochain de trois autres au pôle urbain de Belgaid, à Bir El Djhir et à Ain Turck, pour atteindre 20 piscines semi-olympiques et de proximité avant le rendez-vous des Jeux méditerranéens de 2021.



Tunisie

## Slim Riahi porte plainte contre Youssef Chahed

Le secrétaire général du mouvement Nidaa Tounes, Slim Riahi, a indiqué avoir porté plainte auprès du tribunal militaire de première instance de Tunis contre le chef du gouvernement, Youssef Chahed, pour avoir «tenté de mener un complot», a rapporté samedi l'agence TAP. «Le chef du gouvernement Youssef Chahed est accusé avec un ensemble de ses collaborateurs et un sécuritaire d'avoir tenté d'entamer un complot», a-t-il précisé dans une déclaration à TAP, précisant que la plainte est aujourd'hui entre les mains de la Justice. M. Riahi a indiqué qu'il reste à la disposition de la Justice en tant que plaignant et témoin dans cette affaire. Il présentera toutes les données en sa possession au sujet de ce complot. «Il s'agit d'une Affaire très grave et délicate», a prévenu le secrétaire général du mouvement, ajoutant que «l'objectif de cette action en justice est de protéger le processus de transition démocratique en cette étape charnière que traverse le pays». M. Riahi a souligné qu'il se «réserve le droit de ne pas fournir plus de détails sur cette plainte pour le bon déroulement de l'enquête». Des dirigeants du mouvement Nidaa Tounes avaient déclaré, en début du mois, lors d'une conférence de presse, que le remaniement ministériel annoncé par le chef du gouvernement est un «complot mené par le mouvement Ennahdha pour mettre la main sur la formation gouvernementale par l'entremise de Youssef Chahed, lequel n'est qu'un instrument docile entre ses mains». Le secrétaire général de Nidaa Tounes ySlim Riahi, a déclaré, que le remaniement yministériel «opéré à la hâte», a pour objectif de ypasser sous silence les événements survenus, y samedi 3 novembre, consistant en une tentative yd'intrusion au siège du parti pour imposer la ypolitique du fait accompli sous l'instigation du chef «du gouvernement et du mouvement Ennahdha». Les dirigeants du mouvement Nidaa Tounes et du parti de l'Union patriotique libre (UPL) ont annoncé, le 17 octobre dernier, la fusion des deux partis. Le directeur exécutif de Nidaa Tounes, Hafedh Caïd Essebsi, et le président de l'UPL, Slim Riahi, ont signé un accord à cet effet, en vertu duquel l'UPL sera dissous.

R. N.

## 42 personnes arrêtées pour tentative d'immigration clandestine

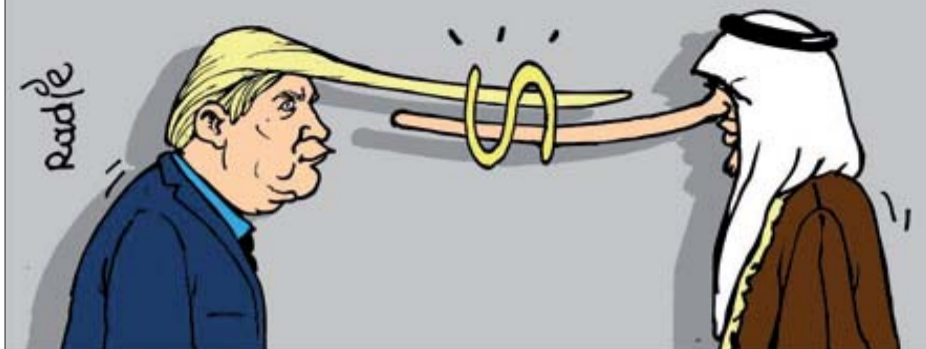
Les unités de la Garde nationale dans les gouvernorats de Mahdia, Bizerte et Médenine ont arrêté jeudi 42 personnes pour tentative d'immigration clandestine, a annoncé vendredi le ministère de l'Intérieur, cité par la TAP. Le ministère a indiqué dans un communiqué que «les patrouilles conjointes de la Garde nationale à Mahdia avaient arrêté jeudi 20 personnes âgées de 15 à 28 ans, résidant dans les gouvernorats de Mahdia et de Monastir en possession de 400 euros et 19 000 dinars tunisiens», selon la Tap. Dans le gouvernorat de Bizerte, une patrouille de la zone maritime de la Garde nationale de Bizerte a saisi deux canots pneumatiques transportant sept passagers en possession de 1 200 euros et saisi une voiture appartenant à l'organisateur de la traversée. A Médenine, les unités navales de la zone marine de la Garde nationale à Zarzis ont également repêché jeudi 15 personnes, âgées de 14 à 27 ans, dont le bateau était sur le point de couler alors qu'ils prenaient la direction de l'Italie.

R. M.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

SANS COMMENTAIRES



France

## Des violences éclatent sur les Champs-Élysées



Des violences ont éclaté hier sur les Champs-Élysées à Paris, l'une des plus belles avenues du monde, entre les «gilets jaunes» et les forces de l'ordre, offrant une image d'insurrection.

La grande difficulté des autorités françaises est de ne pas avoir un interlocuteur de ce mouvement inédit qui échappe au contrôle syndical ou partisan. «C'est le pire des scénarios», estiment des observateurs.

Alors que la manifestation à Paris était autorisée et prévue à partir de 14h au niveau de trois places, le Champ-de-Mars, la République et Nation, les manifestants ont commencé très tôt à affluer vers le centre de Paris, à savoir les Champs-Élysées pour gagner le palais présidentiel, périmètre interdit par le dispositif sécuritaire.

Repoussés par les forces de l'ordre avec des engins à

eau et des gaz lacrymogènes, les manifestants, infiltrés par des membres de l'ultra-droite, en colère, ont bravé l'interdiction et on réduit l'avenue des Champs-Élysées en champ de bataille. Pavés enlevés, des meubles sortis des magasins avoisinants, mobiliers urbains, barricades détruites, destruction de chantiers, gaz lacrymogènes, grenades assourdissantes, telles sont les images qui se dégagent d'une colère de Français qui n'est pas près de descendre.

On ignore pour le moment le bilan de cette violence. Depuis une semaine, il y a eu deux morts et plus de 500 blessés, dont des policiers.

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a indiqué hier dans un point de presse, qu'il y a environ 8 000 manifestants à Paris et environ 5 000 aux Champs-Élysées, voulant montrer ainsi la faible participation. Il a confirmé la présence, dans ces échauffourées, des

membres de l'ultra-droite, accusant ouvertement la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen d'avoir encouragé les manifestations dans des endroits interdits.

Ce qui porte à croire, estiment des observateurs, que le ministre de l'Intérieur, en citant Marine Le Pen, a voulu «politiser les manifestations».

La réaction de la présidente du Rassemblement national ne s'est pas fait attendre. «J'avais demandé au gouvernement pourquoi il n'autorisait pas les «gilets Jaunes à manifester sur les Champs-Élysées». Aujourd'hui M. Castaner utilise cette question pour me cibler. C'est minable et malhonnête à l'image de l'auteur de cette manipulation politicienne», a-t-elle déclaré sur son compte twitter. Le ministre a souligné qu'il n'y a «pas d'inquiétude quelque part». De leur côté, les «gilets jaunes», toujours mobilisés malgré la riposte des forces de l'ordre, s'organisent au niveau des Champs-Élysées pour dresser des barricades faisant face au dispositif sécuritaire. Devant les auteurs de violences, les manifestants pacifistes n'arrivent pas à exprimer leurs revendications et leur ras-le-bol au sujet de la hausse du prix des carburants.

En tout cas, la situation reste confuse aux Champs-Élysées et nul n'est en mesure de deviner l'issue de ces affrontements en plein coeur de Paris.

Reda A.

Il avait rallié les groupes terroristes en 1996

## Un terroriste capturé à Mascara

Un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP) et la Gendarmerie nationale a réussi vendredi à Tighenif (Mascara) à capturer le terroriste Benacer Mohamed, qui avait rallié les groupes terroristes en 1996, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficiente de renseignements, un détachement combiné de

l'ANP et la Gendarmerie nationale a réussi, le 23 novembre 2018, à capturer le terroriste Benacer Mohamed à Tighenif, wilaya de Mascara en deuxième Région militaire», note le communiqué, précisant que le terroriste avait rallié les groupes criminels en 1996.

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a arrêté trois individus et saisi dans des opérations

distinctes à Béjaïa/5ème RM, In Aménas et Biskra/4ème RM et Tamanrasset/6ème RM, un groupe électrogène, deux marteaux-piqueurs et 62 quintaux de feuilles de tabac, près de 3 kg de kif traité et 587 comprimés de psychotropes».

De leur côté, les garde-côtes «ont mis en échec une tentative d'immigration illégale de 29 individus à Oran/2ème RM et Annaba/5ème RM», conclut le communiqué.

R. K.

ACTU...

Large des côtes oranaises

## Dix-neuf harraga interceptés

Les unités du groupement territorial des garde-côtes d'Oran ont mis en échec, au large des côtes oranaises, une tentative d'émigration clandestine de 19 harraga, dans deux opérations distinctes, a-t-on appris hier de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Le premier groupe, formé de sept personnes dont une femme, qui étaient à bord d'une embarcation pneumatique, a été intercepté, vendredi à deux heures du matin par les garde-côtes, à 14 miles, au nord de Cap de l'Aiguille, (Oran), a indiqué la même source.

Le second groupe, formé de 12 harraga, également à bord d'une embarcation pneumatique, a été intercepté, vendredi après-midi, à 12 miles au nord de Cap Falcon (Aïn El Turck), par les unités du groupement territorial des garde-côtes d'Oran.

Ces candidats à l'émigration clandestine ont tenté de rallier les rivages espagnols, à partir des côtes oranaises Kristel (Gdyel) et Les Coralaises (Aïn El Turck).

Les services des garde-côtes ont remis ces 19 personnes, après les procédures d'usage, à la Gendarmerie nationale pour être présentées devant la justice, a-t-on indiqué.

Farid D.

Mali

## Un important chef terroriste «probablement» éliminé

Amadou Koufa, important chef terroriste du centre du Mali, fait «probablement» partie des victimes d'une opération combinée des armées malienne et française contre sa base, dans la nuit de jeudi à vendredi, a confirmé le ministère malien de la Défense.

L'armée malienne et les forces françaises «ont mené une opération coordonnée, dans le centre du Mali le 23 novembre 2018, sur une base abritant le commandement de la Katiba d'Ansar Dine du Macina» dirigée par Amadou Koufa, indique le ministère dans un communiqué posté vendredi soir sur son site d'information.

«Cette opération coordonnée a permis de neutraliser une trentaine de terroristes dont Djourétou, le chef de base, Bobala, le chef des opérations et probablement Amadou Koufa», ajoute-t-il.

Dans un communiqué publié vendredi soir, l'armée française avait annoncé avoir mené dans la nuit de jeudi à vendredi une opération dans le centre du Mali qui a permis la «mise hors de combat» d'une «trentaine de terroristes». Le groupe de Koufa est apparu il y a trois ans dans le centre du Mali.

T. D.